

REVOLUTION COMMUNISTE

Groupe marxiste internationaliste [Collectif révolution permanente en France]

Les chefs syndicaux mènent à la défaite



Le refus des directions syndicales d'appeler à la grève générale et de rompre les négociations p. 2

Motion des assemblées générales de Lyon et Reims p. 5

Meeting de soutien aux bureaucraties syndicales avec LO et NPA p. 7

Loi de programmation pluriannuelle de la recherche p. 8

Macron récidive contre l'antisionisme p. 13

La Grande-Bretagne quitte l'Union européenne p. 14

L'Irlande confrontée au Brexit p. 17

Italie : le « dédagisme » a tourné court p. 18

Arrêt des interventions militaires américaines contre l'Iran ! p. 20

Inde : la politique de Modi contre les musulmans p. 21

Coup d'État en Bolivie au nom de la Bible p. 23

La révolution de 1919 en Hongrie (2) p. 25

Grève des travailleurs sans-papiers de Chronopost à Alfortville p. 28

Le refus des directions syndicales d'appeler à la grève générale et de rompre les négociations mène à la défaite

« La réforme des retraites sera menée à son terme » avait annoncé Macron dans ses vœux du 31 décembre. En cette fin janvier 2020, le gouvernement n'a pas reculé.

Le projet de loi contre les retraites a été présenté au conseil des ministres du 24 janvier et doit être examiné à l'Assemblée nationale en procédure d'urgence. Ce projet de loi habilite le gouvernement à prendre jusqu'à 29 ordonnances pour appliquer diverses dispositions de la loi.

Si la participation aux manifestations de la 7^e journée d'action décidée par l'intersyndicale le 24 janvier est restée assez élevée, nombre de travailleurs s'interrogent. Est-il encore possible de l'emporter ?

Pour certains, l'affaire est déjà pliée, d'autres s'accrochent et espèrent un rebond, beaucoup manifestent encore et encore comme par devoir, conscients des lourdes conséquences d'une défaite, autant pour défendre les retraites que pour empêcher la bourgeoisie de tirer avantage d'une possible victoire pour aller encore plus loin.

Mais déjà on entend ici ou là dans les cortèges : « on ne pouvait pas gagner, les travailleurs n'ont pas suffisamment répondu aux appels à la grève », « la grève générale est impossible », etc.

Fin de la grève à la RATP et à la SNCF

La lutte de classe pour le retrait du projet contre les retraites a commencé réellement le 5 décembre, en plus des manifestations importantes, quand les travailleurs de la RATP et de la SNCF, qui ont beaucoup à perdre, déclenchent une grève illimitée. La lutte a été massive jusqu'à la fin décembre, mais elle est restée isolée et s'est affaiblie peu à peu jusqu'au 20 janvier, malgré le courage et la combattivité de nombreux travailleurs. La grève est restée cantonnée à une partie des transports publics, malgré des jonctions partielles avec des travailleurs de l'enseignement public, de la santé publique, de l'énergie, des ports...

Non seulement les dirigeants des confédérations syndicales (CFDT, CGT, Solidaires, FO, UNSA, FSU, CFTC, CFE) ont toujours accepté de négocier le plan contre les retraites, ce qui explique qu'ils ont refusé d'appeler tous les travailleurs à la grève générale pour vaincre le gouvernement, mais les bureaucrates syndicaux de l'UNSA et de la CGT, en particulier à la RATP et à la SNCF, ont empêché la constitution de comités de grève élus et mandatés par les AG, empêchant ainsi les grévistes de contrôler leur mouvement et de constituer un point d'appui considérable pour la grève générale. L'intersyndicale (CGT, Solidaires, FO, FSU, CFE) a décrété d'autres journées d'action, les 10 et 17 décembre, sans jamais appeler à la grève générale, mais à de multiples actions diverses et variées, « temps forts », coupures partielles d'électricité, etc.

Toute « la gauche » à la rescousse des chefs syndicaux

Le 11 décembre, se tenait un meeting à Paris, rassemblant de LO au Parti radical sur le thème « une autre réforme est possible ». Avant de penser obtenir une amélioration des retraites, n'était-il pas indispensable de jeter toutes les forces pour bloquer la détérioration considérable préparée par Macron ?

Sinon, avec qui était-il possible d'obtenir une « autre réforme », sous-entendu favorable aux travailleurs ? Avec Macron ? Quel travailleur en grève pour le retrait peut-il croire cela ? Et si ce n'est pas avec Macron, qu'y a-t-il alors de plus urgent que de tout mettre en oeuvre pour s'en débarrasser, ce qui implique la grève générale pour l'affronter et le vaincre. Mais pour tous ces partis « de gauche » rassemblés sans rivage à droite, ce n'est pas le sujet. L'objectif est de tenter de convaincre que les directions syndicales ont raison de faire des propositions au gouvernement, comme s'il s'agissait d'un débat et non de la lutte entre les classes.

RÉVOLUTION COMMUNISTE

bimestriel du Groupe marxiste internationaliste
section française du Collectif révolution permanente
Imprimé par le GMI. Directeur de publication : Étienne Valji

ISSN : 2273-8762



Abonnement : 12 euros pour 1 an (5 numéros)
Soutien ou abonnement : chèque à l'ordre de **ARTP**
Pour contact, soutien ou abonnement, écrire à :

ARTP
AGECA service BP
177 rue de Charonne
F-75011 PARIS

Site du CoReP en allemand, anglais, catalan, espagnol, espéranto, français, turc : revolucionpermanente.com

Site du GKK / Autriche : klassenkampf.net

Site du GMI / France : groupemarxiste.info

Site de PD / Turquie : patronsuzdunya.com

Le dessin du crieur est de Honoré, assassiné le 7 janvier 2015 avec Cabu, Charb, Tignous et Wolinski par les islamistes

Toute « la gauche » présente la police et l'armée comme des travailleurs comme les autres.

La contestation contre la réforme des retraites touche bien d'autres milieux et professions que les transports. Ainsi le Conseil supérieur de la fonction militaire, qui chapeaute 348 000 personnes, dit clairement non à la réforme, avec des arguments percutants... qui valent pour tout le monde... Là aussi, c'est exactement la même chose pour tous les travailleurs. (Lutte ouvrière, 24 janvier)

En fait, il s'agit de l'appareil de répression de l'État bourgeois dont les membres sont évidemment épargnés par l'attaque générale contre les retraites de la classe ouvrière, comme ce bulletin l'avait annoncé d'emblée.

Le meeting de type front populaire du 11 décembre est suivi le 5 janvier par une « pétition citoyenne » lancée par des responsables nationaux PCF, PS, LFI, NPA (bras-dessus bras-dessous avec ceux du PRG, de EELV, Place publique, l'Union des démocrates et écologistes...) pour supplier Macron de bien vouloir « ouvrir sans délai de vraies négociations avec les organisations syndicales ». D'une part, de vraies négociations signifient donc que celles qui sont ouvertes depuis bientôt deux ans sans discontinuer sont donc fausses, étaient un piège, une mystification à laquelle se sont pliés tous les dirigeants syndicaux. D'autre part, cette pétition signifie aussi que Macron pourrait, en le poussant un peu, mais à peine, car il ne s'agit que d'une pétition, devenir autre chose que ce qu'il est, le chef du conseil d'administration de la bourgeoisie française, pour se transformer en bisounours. Alors que le combat pour le retrait du projet contre les retraites qui mobilise les travailleurs nécessite de l'affronter pour le vaincre !

Ceux qui négocient empêchent la grève générale

Les négociations avec le gouvernement, entamées il y a plus de 18 mois, n'ont jamais cessé, ni en décembre, ni en janvier. Comment peut-on négocier un projet dont on prétend exiger le retrait ? N'y avait-il pas écrit sur de nombreuses banderoles dans les manifestations « le retrait, un point c'est tout » ? Pire: les dirigeants syndicaux font mine de s'offusquer que le gouvernement ferait semblant de négocier, mais aurait déjà tout décidé. Quelle découverte ! En toute logique, ils devraient donc boycotter immédiatement les « négociations » pour cesser de servir de caution à la manœuvre du gouvernement. Le font-ils ? Pas du tout ! Encore et toujours, ils siègent avec l'éternel prétexte de refuser la politique de la chaise vide, l'argument toujours répété de « se faire entendre du gouvernement »,

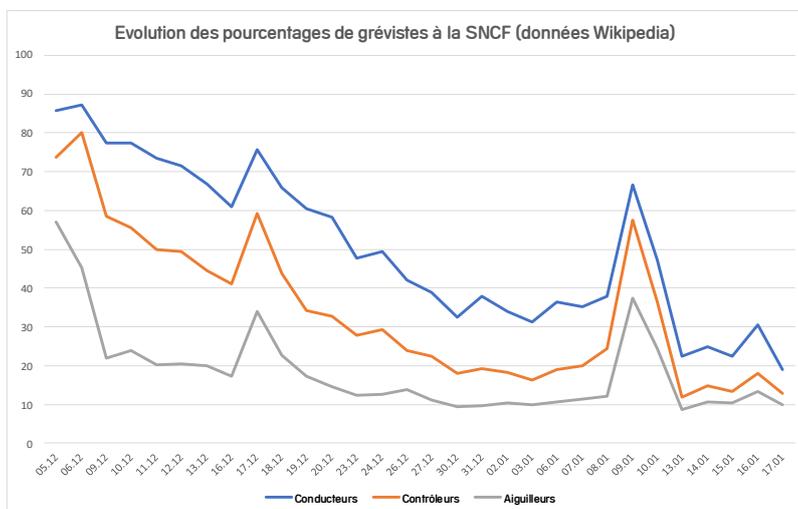
ce qu'ils ne peuvent eux-mêmes croire une seconde, ils négocient, c'est-à-dire qu'ils accompagnent la mise en place de l'attaque, l'appliquent depuis plusieurs semaines, parfois des mois, secteur par secteur.

Le PCF, le PCRF, LFI, le NPA, LO, le POI, le POID, l'UCL, le PCOF... qui font partie des appareils des syndicats, ont tous déclaré que « si les journées d'action ne suffisaient pas », il fallait donc les « compléter avec les grèves reconductibles » à la base, s'ingéniant à opposer à la grève générale des formules caoutchouc comme « préparons la riposte générale » (LO), « généraliser la grève reconductible » (NPA et UCL), tout en couvrant intégralement les journées d'action décidées par les bureaucraties syndicales contre la grève générale et sans dire un seul mot de la nécessité d'imposer aux directions syndicales la rupture des négociations ! Ils ont parfois fait taire les travailleurs qui réclamaient la grève générale dans les AG et dans les syndicats.

Certains d'entre eux ont participé aux « actions coup de poing » des directions syndicales CGT et SUD, bloquant de l'extérieur, sans qu'il y ait grève à l'intérieur, des établissements ou s'en prenant à la CFDT. Jamais avec l'objectif de bloquer toute l'économie capitaliste, de prendre la bourgeoisie française à la gorge, ce que seule la grève générale permettait. Pour diviser les travailleurs entre eux et pour épuiser les plus combattifs.

La participation à la conférence de Macron

Le refus d'appeler à la grève générale, la poursuite ininterrompue des négociations, ont permis l'opération cousue de fil blanc du faux report de l'âge pivot entre le gouvernement et les directions de la CFDT et de l'UNSA, toutes deux favorables au projet du gouvernement du système par points et à l'allongement de la durée de cotisation. Mais la suite est encore plus signi-



ficative : alors que le gouvernement reprend la proposition de Berger d'une conférence de financement du système des retraites en charge de trouver 12 milliards sans qu'il soit question de faire payer quoi que ce soit aux patrons, tous les chefs syndicaux annoncent qu'ils participeront, en bons et loyaux serviteurs du capitalisme français.

L'intersyndicale a appelé à d'autres journées d'action, le 9 janvier, le 16 janvier, le 24 janvier, le 29 janvier... entrecoupées de « retraites aux flambeaux », tout un symbole ! Une fois liquidée la grève à la RATP et la SNCF par l'isolement et les manoeuvres bureaucratiques, les chefs syndicaux, qui n'ont pas été débordés, peuvent plus tranquillement dérouler jusqu'à plus soif la tactique habituelle de la succession des journées d'action et des actions bidon. C'est ce qui donne aux cortèges des dernières manifestations cet aspect résigné, sans mots d'ordre offensifs, où la vente de boissons alcoolisées, les chansonnettes et le côté kermesse imposés par les appareils syndicaux prennent peu à peu le dessus.

Le résultat des journées d'action et des négociations du plan Macron-Philippe

Ainsi, le gouvernement peut espérer que les enseignants, les dockers, etc. resteront enfermés dans des grèves sporadiques et autres actions parfaitement stériles alors que leurs représentants syndicaux négocient avec Blanquer une revalorisation contre la mise en place de la contre-réforme et de nouvelles obligations de service. Il peut espérer que les personnels de l'énergie et ceux de la santé resteront également seuls dans leur combat et ne parviendront pas à faire la jonction avec tous les travailleurs. Il peut espérer que la grève à Radio France s'étiolera. Il peut espérer que la lutte des travailleurs de la recherche et de l'enseignement supérieur apparaîtra comme un simple corporatisme...



C'est seulement la perspective de la grève générale, tous ensemble, qui pouvait rallier la jeunesse en formation, étudiants comme lycéens, qui n'a pas rejoint la mobilisation, ou si peu, qui pouvait rallier les secteurs nombreux du privé qui n'ont pas trouvé dans les journées d'action, qu'ils ont déjà tant suivies vainement dans le passé, des raisons pour cesser le travail. C'est pourquoi le Groupe marxiste internationaliste, dont la taille est limitée, s'est adressé à tous les groupes qui se prononçaient pour la grève générale et l'auto-organisation. Hélas, sans succès.

L'occasion est passée car la mobilisation, malgré la hargne qui demeure chez beaucoup de travailleurs, est désormais dans une phase descendante, faute d'avoir pu déborder le dispositif des appareils bureaucratiques des syndicats et les manoeuvres des partis politiques se réclamant de la classe ouvrière, des partis sociaux-patriotes qui consolent les travailleurs avec de futures élections (PS, PCF, LFI...) aux pseudo-trotskyistes qui se réclament de la révolution les jours de fête (LO, NPA...).

Pour la lutte des classes

Il est aujourd'hui trop tôt pour tirer toutes les conséquences d'un mouvement qui s'achemine désormais vers une défaite. La diminution programmée du montant des pensions de retraites et l'allongement de la durée du travail pour pouvoir prétendre à une pension réduite signifient ni plus ni moins que l'augmentation du taux d'exploitation de la classe ouvrière. La bourgeoisie française qui a mandaté Macron voudra certainement en tirer avantage, encouragée par cette victoire. D'autant que, dans un contexte de ralentissement de la croissance mondiale et d'aggravation des tensions commerciales internationales, la bourgeoisie française doit, pour préserver ses parts, renforcer ses attaques contre le prolétariat et la jeunesse. Inévitablement, d'autres combats s'annoncent et se dérouleront avec l'expérience acquise dans celui-ci, à condition qu'elle soit comprise et transmise, que les traîtres n'aient plus les mains libres.

Pour cela, il faut s'organiser. Pour pouvoir déborder les directions syndicales, affronter le gouvernement bourgeois, ouvrir une perspective, il faut un courant lutte de classe dans les syndicats et un parti ouvrier révolutionnaire. Ils n'existent pas et il faut donc les construire. C'est l'objectif du Groupe marxiste internationaliste. Nous avons pu vérifier dans les manifestations en distribuant nos tracts, dans les AG où nous avons pu intervenir, l'intérêt et la sympathie des travailleurs pour les explications et les mots d'ordre que nous avançons. Tous les travailleurs conscients, tous les noyaux prolétariens révolutionnaires doivent s'unir dans une seule organisation communiste capable d'affronter les bureaucraties syndicales, décidée à se battre pour l'indépendance de classe, la lutte de classe, le socialisme.

25 janvier 2020

Motion des assemblées générales de Lyon et Reims



Lyon, 5 décembre

De 21 000 (chiffres police) à 35 000 (chiffres CGT) travailleurs ont défilé le jeudi 5 décembre à Lyon. Ce faisant, cette manifestation était l'une des plus importantes depuis 2010 et le précédent mouvement en défense des retraites. Elle a réuni des travailleurs de différents secteurs mais avec une forte présence des travailleurs des services publics.

Ensuite, à la Bourse du travail, assemblée générale dite de l'éducation à l'appel de SUD Education, de la CNT, de la CGT Educ (administrée par d'autres anarchistes) et de la FNEC-FO (dirigée par le POI). Evidemment ni la CGT ni FO n'ont convoqué d'AG interprofessionnelle pour éviter de se retrouver face à la volonté des grévistes. Sont là des grévistes non syndiqués comme des adhérents de tous les syndicats, une majorité d'enseignants mais pas seulement, mais pas de FSU es qualité, ni aucun chef de ses syndicats SNES ou SNUIPP. Les travailleurs de la Santé et les pompiers devaient se réunir dans une autre salle, mais ils ont rejoint finalement car ils étaient très peu. Les étudiants n'étaient pas là, convoqués ailleurs... Il y avait environ 350 personnes au début.

Un militant du Groupe marxiste internationaliste est intervenu pour bousculer le dispositif classique des chefs syndicaux (on fait la « tournée des secteurs », puis on verra pour « la reconductible »). Il a été applaudi, autant sur la question du retrait que de la grève générale. Quand il a voulu déposer une motion, en reprenant son tour dans la liste d'attente des intervenants, la tribune a tenté de l'empêcher de parler. Il a pris la salle à témoin, les responsables syndicaux lambertistes et anarchistes ont été obligés de lui donner la parole.

Après lecture de la motion, la tribune a repoussé le vote à la fin de la réunion. Le groupe Révoltes est intervenu aussi pour le retrait, pour la grève générale, pour l'appel aux syndicats pour qu'ils cessent de négocier et appellent à la GG, en rajoutant « pour chasser Macron ». Ils ont été applaudis aussi. Cela devenait difficile pour les petits bureaucrates de s'en sortir facilement, une bonne partie de l'AG reprenant à plusieurs reprises : « grève générale ! ».

Ils ont trouvé une solution : faire voter l'AG pour le retrait du projet et pour « la grève reconductible », qui est, disaient-ils, le moyen de « construire » la grève générale. L'AG a voté pour massivement.

Ils pensaient fermer le ban là-dessus, mais le militant du GMI a exigé que la motion soumise à l'AG fût mise également mise aux voix, la salle commençant à se vider. Elle a été adoptée très majoritairement, même si la manoeuvre de la tribune a partiellement fonctionné, une partie des participants ne comprenant pas la différence entre les deux votes.

L'AG des grévistes et manifestants réunie à la Bourse du travail de Lyon le 5 décembre,

Considère que le projet de réforme des retraites du gouvernement n'est pas négociable

Que pour obtenir son retrait pur et simple, il faut parvenir à la grève générale interprofessionnelle jusqu'à son retrait.

Elle demande à tous les collègues de se prononcer dans les Assemblées générales pour la grève générale jusqu'au retrait et à élire leurs délégués sur cette base pour construire la grève générale

Elle demande à tous les syndicats de cesser de négocier la réforme avec le gouvernement et d'appeler immédiatement à la grève générale interprofessionnelle jusqu'au retrait !

Adoptée par 112 pour, 30 abstentions, 3 contre

Reims, 10 décembre

La manifestation du mardi 10 décembre à Reims (Marne) a rassemblé 2 000 manifestants, moins que le jeudi 5 décembre (5 000 personnes). Une assemblée générale a suivi la manif à l'appel de la CGT. Une centaine de travailleurs y participaient (200 la semaine dernière).

La motion de Lyon a été soumise par un militant du Groupe marxiste internationaliste. Le chef CGT (membre de LO) s'est d'abord abstenu de la soumettre au vote. Puis, face à la protestation, il l'a relue mais en la commentant au fur et à mesure ; il a fallu lui demander de se taire.

Un autre responsable CGT (membre aussi de LO) est intervenu ensuite pour dire que la grève générale « ne se décrète pas », et que cette motion « ne servira à rien ». Elle a tout de même été soumise au vote et adoptée, malgré l'hostilité des responsables CGT (qui se sont abstenus).

Adoptée par 40 pour, 3 abstentions, 4 contre

Communiqué du comité de grève de la RATP bus de Vitry, 7 décembre

Le 5 décembre dernier, notre entreprise RATP a vécu une grève historique, et pourtant chacun le ressent, chacun le pressent, la partie est loin d'être gagnée. Beaucoup d'entre nous avons vécu dans le passé des conflits aussi puissants que celui que nous sommes en train de vivre. Nous nous croyions au début invincibles et pourtant à la fin nous mordions systématiquement la poussière. La raison, chacun la connaît, elle était due à la trahison systématique des directions syndicales qui, non contentes de nous cloisonner sur nos attachements, in fine s'entendaient sur un compromis pourri avec le gouvernement. Il en va exactement de même pour ce conflit. Les directions syndicales acceptent de continuer à discuter avec la macronie, alors même que depuis le 13 septembre et systématiquement, les AG aux quatre coins du pays leur demandent de rompre, d'appeler à la grève interpro jusqu'au retrait. Une régression sociale, la fin de notre statut et de notre régime de retraite ne se négocie pas, elle se combat ! Vos élus à la RATP vous diront que c'est ce qu'ils font : ils combattent ce projet. C'est un mensonge, du simple fait qu'ils ne disent mot et ne dénoncent pas la politique traître de leurs supérieurs dans les syndicats !

Les directions syndicales avaient trois mois pour préparer cette grève, et en faire une grève illimitée structurée et centralisée. Sommes-nous structurés ? Sommes-nous

centralisés ? Sommes-nous organisés ? Poser cette question, c'est y répondre ! Tout est à faire !

Le rôle de votre comité va être de faire ce que les bureaucrates refusent de faire ! Certes notre force, cette force que nous allons quotidiennement puiser dans votre énergie et dans votre volonté de vaincre, dans nos assemblées générales souveraines, va n'en doutons pas être grandement et dangereusement pondérée par la mauvaise volonté de la bureaucratie syndicale. Le summum vendredi dernier été atteint lorsqu'une assemblée générale d'un dépôt de bus donné, le nôtre en la circonstance, décidait unanimement de créer un comité d'organisation, et que malgré notre insistance, nos représentants syndicaux refusaient d'y siéger. Ce matin nous réitérons cette exigence, même si leur absence ne va en rien freiner notre ardeur de travailler à notre victoire prochaine. La force d'un comité de base, c'est qu'il est l'émanation directe de la volonté de combat et de victoire de tous les grévistes d'un attachement, syndiqués et non syndiqués. Sa faiblesse, sa grande faiblesse, c'est qu'il est tout autant enclavé, tout autant atomisé qu'une assemblée générale isolée et impuissante dans son coin. La grande besogne de notre comité va être de nous fédérer et nous centraliser, à l'échelle d'un département d'abord, à l'échelle d'une entreprise ensuite, à l'échelle du pays pour finir....

Lettre du Groupe marxiste internationaliste aux organisations qui se prononcent pour la grève générale et l'auto-organisation, 12 décembre 2019

Le gouvernement actuellement à la tête de l'État bourgeois tente d'infliger une nouvelle défaite à la classe ouvrière avec son projet contre les retraites facilité par la collusion de toutes les bureaucraties syndicales (présence au COR et au CESE, négociation depuis plus d'un an du régime unique à points, journées d'action...).

Vous avez pris position pour la grève générale jusqu'au retrait (la voie qui permettrait de gagner) et pour l'auto-organisation (assemblées démocratiques, élection de comités, centralisation de comités, autodéfense des grèves et des manifestations...). Des initiatives allant dans ce sens ont été prises : appel de l'AG de Lyon du 5 décembre, comité de grève RATP à Vitry, motion de l'AG de Reims du 10 décembre... La bourgeoisie est centralisée, les appareils traîtres du mouvement ouvrier sont centralisés, comme l'a prouvé l'opération stalinienne menée par la direction de la CGT contre le comité de grève de Vitry, même les organisations centristes (LO, NPA, POID, POI, UCL...) qui les protègent sont centralisées. Mais il n'existe pas d'organisation prolétarienne révolutionnaire à l'échelle nationale.

Sans tarder, il faut unir dans l'action les groupes qui prennent au sérieux leur position pour la grève générale et l'auto-organisation. À cette fin, nous vous proposons de nous rencontrer le samedi 14 décembre à 11 h à Paris [lieu précis]. Aucune travailleuse consciente, aucun travailleur ne saurait admettre d'entériner la dispersion et la division des rares organisations qui se prononcent pour la grève générale et la démocratie ouvrière. Ce front pour l'action, si nous parvenons à le réaliser, devrait conduire à examiner les possibilités de rassembler durablement nos forces dans une organisation communiste à l'échelle de tout le pays, ce qui ne peut se faire que sur un programme international inspiré de la Ligue des communistes, de l'Internationale communiste du temps de Lénine, de la 4^e Internationale du vivant de Trotsky.

[Cette lettre a été envoyée à : Arguments pour la lutte sociale, Alternative révolutionnaire communiste/NPA, Courant communiste révolutionnaire/NPA, frondeurs CGT RATP, Groupe la commune, Gauche révolutionnaire, Groupe révoltes, Renaissance ouvrière révolutionnaire, Union pour le communisme. Vainement.]

Meeting de soutien aux bureaucraties syndicales avec LO et le NPA



Le 11 décembre, à Saint Denis, se tenait un meeting sous le slogan *Contre la retraite Macron : une autre réforme est possible*.

Alors que le premier ministre annonçait quelques heures avant que le projet de retraites à points et un âge pivot à 64 ans seraient imposés aux générations nées après 1974, que les régimes spéciaux seraient progressivement liquidés, les partis politiques du mouvement ouvrier (PCF, PS, LFI, NPA, LO...) qui font partie des bureaucraties syndicales, communiaient avec des partis bourgeois « de gauche » (Europe écologie-Les Verts, Parti radical de gauche, Place publique...) pour faire croire que le gouvernement actuel pourrait accorder une « bonne » réforme des retraites.

Tout bloc des organisations d'origine ouvrière avec des partis bourgeois ne peut s'opérer que sur la base du respect du capitalisme et de l'État bourgeois, comme l'ont prouvé « l'union sacrée » en 1914, le « front populaire » en 1935, le gouvernement d'union nationale du général De Gaulle en 1944, « l'union de la gauche » en 1972, la « gauche plurielle » en 1997.

Par exemple, l'ancien ministre de Jospin propose sa propre « réforme » (distincte de celle du PS et du PCF) ; il veut faire payer plus les travailleurs en promettant, en échange, une hypothétique hausse des salaires.

On va augmenter les cotisations, et augmenter les salaires plus que les cotisations, et vous ne sentirez rien passer. (Jean-Luc Mélenchon, *Discours au meeting LFI*, 18 décembre 2019)

LO et NPA ne sont pas présents au parlement, mais ils sont d'accord sur l'essentiel avec LFI et le PCF : couvrir le « dialogue social » qui se poursuit entre les « journées d'action » et soutenir la « journée d'action » du 12. Ni Arthaud (LO) ni Besancenot (NPA), lors du meeting, n'ont dénoncé à la tribune les concertations sur lesquelles le gouvernement s'appuie. Personne n'a relevé le scandale de l'appartenance (rétribuée) des représentants syndicaux au Conseil économique, social et

environnemental ainsi qu'au Conseil d'orientation des retraites. Personne n'a indiqué la nécessité d'une grève générale pour le faire reculer, le battre et ouvrir ainsi la voie à un gouvernement des travailleurs et aux États-Unis socialistes d'Europe. Personne n'a expliqué la pratique des appareils syndicaux par leur nature, c'est-à-dire une bureaucratie corrompue (les syndicats touchent plus d'argent de l'État que des cotisations des travailleurs).

Il y en a marre de toutes ces réformes qui n'ont aucun sens... Le véritable débouché politique, c'est que les travailleurs se battent et découvrent, au travers de leurs luttes, leur capacité de changer les choses. (Nathalie Arthaud, *Intervention au meeting d'union de la gauche*, 11 décembre 2019)

Les contre-réformes ont un sens, elles servent le capital contre le travail. La direction de LO se réclame, pour gagner des jeunes et souder ses rangs, de Lénine et de Trotsky. Cependant, en pratique, elle se comporte en adjointe de Martinez et de la bureaucratie poststalinienne de la CGT. Or, les appareils syndicaux corrompus par leur bourgeoisie impérialiste trahissent, donc empêchent de « changer les choses ».

La lutte contre le système capitaliste nécessite, par-dessus tout, la lutte contre la bureaucratie syndicale dont l'objectif est de contenir les élans révolutionnaires des masses, de freiner la préparation des luttes et de dévoyer les luttes elles-mêmes. (4^e Internationale, *Résolution sur les syndicats*, juillet 1936)

Ce n'est pas la première fois que LO s'allie avec des partis politiques bourgeois : déclaration de « la gauche » pour le retour à l'ordre dans les banlieues en 2005, meeting des chefs syndicaux et de « la gauche » contre la privatisation d'EDF en 2005, listes d'union de « la gauche » aux deux tours des élections municipales de 2008... Or, les fronts populaires, quel que soit leur nom, ont pour fonction de sauver le capitalisme, d'empêcher la révolution.

La politique conciliatrice des « fronts populaires » voue la classe ouvrière à l'impuissance et fraie la voie au fascisme. (4^e Internationale, *Programme de transition*, septembre 1938)

Il faut rassembler au plus vite dans une seule organisation communiste révolutionnaire les militants, les fractions, les groupes qui savent qu'il n'y aura pas de révolution sociale sans indépendance de classe, sans un combat acharné contre toutes les directions traîtresses du mouvement ouvrier.

21 décembre 2019

LPPR : l'enseignement supérieur et la recherche publique soumis au capital

L'ensemble des travailleurs de l'enseignement supérieur et de la recherche publics subissent depuis plusieurs années des offensives continues des différents gouvernements Sarkozy et Hollande qui se sont succédés entraînant des restrictions budgétaires conséquentes tant sur les moyens humains que matériels de leurs missions (loi LRU, application stricte des RCE, loi Fioraso, « initiatives d'excellence », fusion » d'université etc.) [voir *Révolution communiste* n° 26, n° 35].

Le 1^{er} février 2019, lors des cérémonies du 80^e anniversaire du CNRS, le premier ministre Édouard Philippe, la ministre chargée de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation Frédérique Vidal ont présenté les ambitions du gouvernement en matière de recherche pour les années à venir.

Convoqués à la Mutualité à Paris par le PDG du CNRS Antoine Petit, un millier de directeurs de laboratoire a pu entendre que, derrière la loi de programmation pluriannuelle pour la science, dont les premiers effets seront pour 2021, le mot à retenir était *restriction* de l'emploi scientifique.

Un calendrier étalé sur 2019 prévoyait une phase d'élaboration de l'avant-projet par trois groupes de travail (dont les rapporteurs étaient des députés LREM, des représentants du patronat ou des présidents d'université) concluant sur trois rapports fondés sur l'avis d'anciens scientifiques reconvertis en administrateurs ; au total un rapport sur le financement de la recherche, un deuxième sur l'attractivité des emplois et des carrières scientifiques, et un dernier sur la recherche partenariale et l'innovation. Avec une période de concertation avec des représentants des organisations syndicales et patronales à l'automne dernier avant le passage de la loi à l'Assemblée en 2020 selon un déroulé hautement éprouvé et efficace sur d'autres questions, comme les retraites.

La France demeure toujours en dessous des objectifs du processus de Bologne (1998), à savoir 3 % du produit intérieur brut consacré à la recherche dont 1% financé par l'État (0,78 % réalisés) et 2 % par les entreprises privées (1,44 % actuellement). Le crédit impôt recherche (CIR), un cadeau au patronat dont le coût est évalué à 6 milliards d'euros par an sur le budget de l'État et aux effets incertains sur l'innovation, représente deux fois le budget du CNRS. Le capitalisme français ne peut pas s'estimer lésé dans l'affaire, car la France est le pays de l'OCDE où le financement public de la R&D privée est le plus élevé (0,42 % en 2015).

Après le renforcement de la sélection en master, après Parcoursup, après la hausse délirante des frais d'inscription pour les étudiants hors CEE, le gouvernement Macron-Philippe donne un nouveau coup d'accélérateur à la casse de l'enseignement supérieur et de la recherche publics. La nature du contenu de l'avant-projet de loi de programmation pluriannuelle de la recherche (LPPR) est une nouvelle offensive, tant est longue la liste des mesures régressives.

Modulation de service obligatoire pour les enseignants-chercheurs, ce qui revient au non-paiement de leurs heures complémentaires, évaluation des services des enseignements en crédits ECTS (*European Credits Transfer System*) en lieu et place des 192 h équivalent TD, instauration d'un système de régulation des charges d'enseignement au niveau de la composante (UFR, faculté, département) avec une décharge pour les « excellents » en recherche.

Recours à l'embauche de personnels sur CDI de mission scientifique, dont la fin du contrat pourra s'aligner avec celle du projet, et titularisations encore plus tardives avec la mise en place de « *tenure tracks* » (poste précaire d'enseignant chercheur) sur le modèle anglo-saxon.

Renforcement des méthodes managériales, avec modulation des dotations aux unités en fonction des évaluations HCERES et multiplication des primes variables.

Alors que tous ces mauvais coups étaient prévisibles, puisque contenus dans les rapports remis au ministère le 23 septembre 2019, les organisations syndicales (à l'exception de FO-ESR, très minoritaire) ont passé tout l'automne à répondre docilement aux concertations du gouvernement.

S'appuyant sur cette docilité des bureaucrates syndicaux, le directeur du CNRS Antoine Petit n'allait pas tarder à enfoncer le clou lors de la date anniversaire des 80 ans du CNRS.

Il faut une loi ambitieuse, inégalitaire - oui, inégalitaire, une loi vertueuse et darwinienne, qui encourage les scientifiques, équipes, laboratoires, établissements les plus performants à l'échelle internationale, une loi qui mobilise les énergies.
(Antoine Petit, 26 novembre 2019)

Cette déclaration a suscité une réaction vive dans les laboratoires et dans les universités, en tout cas bien plus que le mouvement sur les retraites qui avait commencé le 5 décembre. Plusieurs assemblées générales se sont tenues à Paris les 2 et 14 décembre, dont la dernière se déclarant « coordination nationale des facs et des labos en lutte », regroupant plusieurs sites universitaires principalement en région parisienne, et se prononçant pour la dissolution de la conférence des présidents d'université (CPU), courroie de transmission des politiques menées depuis plus de dix ans.

Un appel à signature des directeurs de laboratoires pour demander un moratoire à la ministre Dominique Vidal a été lancé le 18 janvier, réclamant l'ouverture d'États généraux de la recherche et de l'enseignement supérieur, pour que le ministère « *s'engage dans un véritable processus d'élaboration démocratique* » afin de « *fixer l'esprit d'une future loi* ».

Il n'y a bien sûr rien à attendre de telles initiatives, venues des bureaucraties syndicales, qui sèment des illusions sur les inclinaisons du gouvernement à assouplir ou corriger la trajectoire régressive de sa politique contre la recherche publique. Celle-ci est de plus en plus soumise au bon vouloir de la bourgeoisie qui dicte toujours plus ses desideratas en terme d'orientation scientifique, afin de se positionner dans la compétition internationale.

Le 18 janvier, une nouvelle AG de la coordination nationale avait lieu à Paris Diderot (Université Paris 7), se prononçant pour la démission du président du CNRS, appelant à des actions individuelles de rétention des notes, à un énigmatique « *arrêt total des activités* », et à étendre la mobilisation au sein de l'ESR pour « *converger vers la grève générale* ».

Ces mots d'ordre se cantonnent à faire pression sur les instances dirigeantes de l'ESR (présidents d'universités, CPU, directeurs CNRS, ANR) qui jusqu'à présent ont toujours été les plus zélés pour appliquer les mauvais coups des gouvernants. Ces appels ne doivent pas non plus faire oublier que dans le même temps, aucune exigence à cesser le cycle des concertations des directions syndicales avec le gouvernement n'est lancée, ce dernier pouvant se permettre de suivre son agenda en toute tranquillité.

En outre, en réponse à une question d'un des syndicats de son ministère, Frédérique Vidal a confirmé le lien entre le projet de loi retraites retraites et le projet LPRR. En effet, la diminution drastique du taux de cotisation employeur (de 74,28 % à 16,87 %) permettrait de récolter d'importantes sommes. Avec cette masse financière dégagée de nos retraites, le

gouvernement se propose de financer des projets et chaires d'excellence, de nombreux contrats, des primes individualisées. Dès lors, outre les attaques contre les statuts de fonctionnaires avec la loi de transformation de la fonction publique, la future LPRR aura aussi pour fonction d'accompagner la mise en oeuvre de la réforme des retraites dans ce secteur.

Dirigeants syndicaux cessez immédiatement toute concertation avec le gouvernement sur la LPRR ! Retrait immédiat du projet LPRR ! Quittez les organes de cogestion (CNESER, CA...) !

Assemblées générales démocratiques de l'ensemble des travailleurs de ce secteur et étudiants pour établir de véritables cahiers de revendication à la hauteur des besoins et préparer les comités de grève pour la grève générale de ce secteur en liaison avec la mobilisation sur les retraites !

Augmentation massive des crédits récurrents pour les laboratoires de recherche publique ! Titularisation immédiate de tous les travailleurs précaires de l'ensemble du secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche publics en France !

Abrogation de Parcoursup ! Suppression de la double sélection en master ! Gratuité de l'inscription dans l'enseignement supérieur public pour tous !

21 janvier 2020

Université rouge organisée par l'ARTP
Capitalisme et environnement
dimanche 15 mars 10 h 30
AGECA
177 rue de Charonne Paris 11

GASPILLAGE :
SUPPRIMEZ LES
BOUCHES INUTILES!



Cabu

Front unique pour chasser les fascistes du campus de Strasbourg !



La bande d'AF, site antifasciste La Horde

Le 12 décembre, une quinzaine de nerfis de l'Action française (AF), dont la majorité était cagoulée, agressa des étudiants et militants syndicaux qui bloquaient temporairement un bâtiment de l'Université de Strasbourg dans le cadre de la mobilisation en défense des retraites. Plusieurs personnes ont été frappées, trois se plaignant de douleurs au visage, et une étudiante militante de SUD a reçu des coups de chaise sur la tête, entraînant 7 jours d'ITT. Cette action a été revendiquée par communiqué de presse, signé par le responsable local d'AF, inscrit comme étudiant à la faculté des Sciences historiques et à la « faculté de Théologie catholique », une institution de l'irrationalité et de la superstition abusivement rattachée à l'université [voir *Révolution communiste* n° 19].

Le 5 décembre, un blocage éphémère au lycée Montaigne à Paris a été violemment attaqué par l'AF. Au Mans, le 14 décembre, une cinquantaine d'AF (du Mans, mais aussi de Tours, d'Angers, de Rennes, de Paris et de Lyon) ont paradé dans le centre-ville pendant 2 heures cagoulés, casqués et armés de battes de baseball, barres à mine, gants coqués, poings américains, matraques télescopiques. Ils ont attaqué un café, puis une personne pour ses origines. Le rassemblement fasciste était soutenu par Louis de Cacqueray-Valmenier, un élu municipal de la liste du FN-RN et du Parti chrétien-démocrate.

Chaque fois que la classe ouvrière et la jeunesse se mobilisent, des groupes fascistes, milices de réserve au service du capital, viennent agresser les grévistes, s'entraînant ainsi en vue de leur objectif, détruire par la violence le mouvement ouvrier. Pour l'instant, leur taille est limitée, mais AF, GI, BS et compagnie se préparent à l'ombre du parti fascisant FN-RN et parfois en son sein [voir *Révolution communiste* n° 1, 7, 33, 36].

L'apparition d'organisations de combat qui ont pour objectif l'élimination physique du prolétariat constitue un symptôme indubitable que la désintégration de la démocratie a commencé... L'espoir des partis réformistes que les organes de l'État démocratique allaient les défendre contre les bandes fascistes s'est avéré, partout et toujours, illusoire. (Léon Trotsky, « L'autodéfense ouvrière », 25 octobre 1939, *Contre le fascisme*, p. 706)

La pitoyable réponse des responsables syndicaux de l'université de Strasbourg s'est limitée à faire appel à la hiérarchie et à supplier l'État bourgeois. Au niveau national, FO-ESR se tait, alors que le SNESup-FSU et le SNASUB-FSU suggèrent au ministre de l'Intérieur « d'étudier la possibilité d'interdiction de ce groupuscule ». Les chefs syndicaux ont demandé au président de l'Université Michel Deneken –un prêtre– de « condamner publiquement cette agression » et « d'engager toutes les démarches administratives et judiciaires utiles, qui seules permettront d'établir les faits, de sanctionner les auteurs de cette agression et de prévenir que de tels actes ne se reproduisent dans notre université ».

Mais qu'attendre de quelqu'un qui, au printemps 2018, pour empêcher des manifestants contre la loi ORE de pénétrer dans un bâtiment, envoya ses vigiles pour le fermer, bloquant ainsi les étudiants et personnels qui y travaillaient ? Un président qui affirme aujourd'hui que « nul ne saurait s'arroger le droit de quelque recours à la force que ce soit en dehors des lois de la République », ce qui veut dire qu'il approuve la violence quand elle émane des forces de répression de l'État !

Les travailleurs conscients ne demandent pas à l'État bourgeois de réprimer ou d'interdire les bandes contre-révolutionnaires, car ils savent que ceux-ci jouissent de l'appui de policiers ou de militaires, et ne disparaissent jamais quand elles sont prohibées. Le seul résultat des bélements des réformistes est de désorienter le prolétariat, de ralentir l'autodéfense des travailleurs. Le rôle de l'État bourgeois ne consiste pas à défendre « la démocratie », mais à protéger la propriété privée et surtout le grand capital, comme nombre de grévistes, gilets jaunes ou jeunes mobilisés pour le climat en ont fait l'amère expérience. Toutes les lois édictées au nom de la lutte contre les « factieux d'extrême-droite » ont fini par être appliquées contre le mouvement ouvrier au nom de la « lutte contre les extrêmes ».

Par exemple, la dissolution des « ligues » fascistes par le gouvernement Laval, applaudie par le PCF, s'est révélée

de la poudre aux yeux. Laval sera en 1940 le chef du gouvernement fasciste du maréchal Pétain qui interdira les grèves et dissoudra toutes les organisations ouvrières, même la CFTC. En 1936, les bandes fascistes (Croix de feu, Action française, Jeunesses patriotes...) ont simplement changé de nom.

La dissolution des ligues et leur métamorphose en partis politiques permettent à La Roque d'accroître notablement son audience à travers son PSF. (Jean-Pierre Azéma, *La III^e République*, 1970, p. 275-276)

Officiellement, le PS-SFIO et le PCF s'étaient alliés au Parti radical pour sauver « la démocratie ». Pourtant, le gouvernement de Blum a saisi deux fois en juin 1936 l'hebdomadaire de la section française de la 4^e Internationale *La Lutte ouvrière* (rien à voir avec le journal *Lutte ouvrière* d'aujourd'hui). Puis il a interdit le mouvement nationaliste algérien (Étoile nord-africaine) en janvier 1937 et a poursuivi ses dirigeants pour « reconstitution de ligue dissoute ». En mars 1937,

la police du gouvernement de Front populaire tira sur des manifestants antifascistes à Clichy, causant 6 morts, 300 blessés.

En 1938, la dissolution du PCF par le gouvernement Daladier (Parti radical) a permis à l'État bourgeois (« la République » chère aux bureaucraties syndicales et aux PS, PCF, LFI, NPA, POID, POI...) d'empêcher toute réunion publique du plus grand parti ouvrier du pays, de saisir ses journaux et ses locaux, d'intimider des militants ouvriers, de les arrêter, de les licencier, de les emprisonner...

Pour cette raison, les communistes révolutionnaires appellent au front unique de toutes les organisations ouvrières, partis et syndicats, en vue d'organiser la protection des grévistes et des manifestants, pour chasser les fascistes des campus.

18 décembre 2019, correspondant

Lyon : attaque fasciste d'un bar

Le vendredi 20 décembre, le bar La Pinte Douce à la Croix Rousse dans le 1^{er} arrondissement de Lyon a dû fermer suite à une agression menée le jeudi soir par une bande d'une vingtaine d'identitaires encagoulés. Armés de barres de fer et de bombes lacrymogènes, ils ont cassé vitres et mobilier, s'en sont pris aux clients.

Fort heureusement, contrairement à ce qui s'était passé au Hopopop Café de Nantes le 7 juillet [voir *Révolution communiste* n° 36], on ne déplore aucun blessé mais des dégâts matériels, comme lors de l'attaque du local du PCF de la Croix Rousse le 28 août et d'un local de la CGT le 1^{er} septembre à Oullins. Mais il n'en avait pas été de même lors des ratonnades de cette engeance le 19 juillet dans le 5^e arrondissement, où un conducteur avait été blessé pour ses traits arabes [voir *Révolution communiste* n° 36].

L'agression a été revendiquée par le groupe JL sur la messagerie Telegram : « une équipe de 50 Gones s'est rendue à la Croix Rousse, ce quartier bourgeois où l'extrême gauche a ses petites habitudes... » .

Elle a été condamnée par la maire du 1^{er} arrondissement, Nathalie Perrin-Gilbert (une dissidente du PS proche de LFI qui aide des associations de défense des migrants) : « pour celles et ceux qui avaient encore des doutes, la descente organisée sur les Pentes hier soir par des individus fascistes cagoulés est revendiquée. Comme tout acte terroriste. Maire du 1^{er} arrondissement, je saisis ce matin le Préfet et le Procureur de la République. De tels actes ne doivent pas rester impunis... » Silence radio par contre du côté des candidats LREM officiels, tout comme

du côté de LR qui mène une campagne ultra-sécuritaire sur Lyon, proche des thématiques du RN.

Il est de la responsabilité des organisations politiques du mouvement ouvrier (PS, PCF, LFI, NPA, LO, POID, POI...) et des syndicats (CGT, FO, FSU, SUD...), d'organiser l'auto-défense ouvrière.

Le préfet nommé par Macron, le procureur de la république nommé par le gouvernement et la police gangrenée par le RN et les nazillons ne protégeront pas les cafés sympathiques, la population d'origine magrébine et les organisations ouvrières. Face aux fascistes et à la police : front uni des organisations ouvrières en défense des grèves, des manifestations, des locaux du mouvement ouvrier et des quartiers populaires, constitution de milices prolétariennes, armement des travailleurs.

15 janvier 2020, correspondant

**un point de vue marxiste
sur l'actualité
groupemarxiste.info**

**pour rejoindre les communistes
groupe.marxiste.inter@gmail.com**

Macron récidive sur l'antisionisme à l'occasion du 75^e anniversaire de la libération du camp d'Auschwitz-Birkenau



Le 27 janvier 1945, l'Armée rouge (URSS) libéra le camp nazi d'Auschwitz-Birkenau (Pologne). En dehors des victimes des opérations militaires, le régime nazi avait assassiné plus de 10 millions de personnes, soit dans les camps (Birkenau-Auschwitz, Treblinka, Belzec, Dachau, Buchenwald, Mauthausen...), soit à l'arrière du front à l'Est.

À l'occasion du 75^e anniversaire, le président français, en voyage à Jérusalem, a prétendu que les dirigeants des puissances impérialistes américaine, britannique, française, chinoise et russe sont les garants des libertés.

Les 5 membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies... nous sommes les garants d'un ordre international qui tient par le droit, la légalité et le respect de chacun. (Emmanuel Macron, *Discours*, 22 janvier)

Le jour précédent, lors d'une conférence de presse avec le président israélien Rivlin (parti Likoud), il avait assimilé, une fois de plus [voir *Révolution communiste* n° 34], l'antisionisme à l'antisémitisme.

L'antisionisme, lorsqu'il est la négation de l'existence d'Israël comme État, est un antisémitisme. (Emmanuel Macron, *Déclaration*, 23 janvier)

Quand l'État français livrait les Juifs à l'appareil d'extermination nazi

L'extermination de 6 millions de Juifs d'Europe (sur 9,5) par les nazis n'est pas un accident incompréhensible, un événement inexplicable, mais une expression exacerbée de la barbarie que porte en lui le capitalisme, à laquelle la bourgeoisie recourt sans vergogne quand elle se sent menacée.

L'exaspération du nationalisme pour cimenter les États nationaux bourgeois, la recherche de boucs émissaires transforma les Israélites, de victimes jusqu'alors d'une discrimination à justification religieuse, en Juifs conçus comme race, une catégorie pseudo-biologique, rendus responsables tout à la fois des crises économiques, des défaites militaires

et des révolutions prolétariennes. Hitler porta au plus haut point cette mystification.

L'histoire est vue comme une émanation de la race... le national-socialisme descend... au matérialisme zoologique. De même que l'aristocratie ruinée trouvait une consolation dans la noblesse de son sang, la petite-bourgeoisie paupérisée s'enivre de contes sur les mérites particuliers de sa race. (Lev Trotsky, *Qu'est-ce que le national-socialisme ?* 10 juin 1933)

Les premiers jetés dans les camps par les nazis furent les militants ouvriers. Ils furent rejoints par les handicapés, les Juifs, les Tziganes, les homosexuels, tous ceux que les fascistes allemands considéraient comme des « untermensch » (sous-hommes).

Les traits les plus caractéristiques de la mentalité SS et de ses soubassements sociaux se retrouvent dans bien d'autres secteurs de la société mondiale... L'Allemagne a interprété avec l'originalité propre à son histoire la crise qui l'a conduite à l'univers concentrationnaire. Mais l'existence et le mécanisme de cette crise tiennent aux fondements économiques et sociaux du capitalisme et de l'impérialisme. (David Rousset, *L'Univers concentrationnaire*, août 1945)

La persécution conduisit de nombreux Juifs à tenter de fuir leur pays d'origine, en particulier l'Allemagne et l'Autriche. Pour les sionistes, les Juifs étaient un corps étranger en Allemagne, dans le reste de l'Europe et partout ailleurs sauf en Palestine. Ils tentèrent de s'accommoder de Hitler et refusèrent d'engager la lutte contre le 3^e Reich. Leur Agence juive (Yishuv) passa un accord avec le gouvernement nazi en août 1933 pour organiser l'émigration en Palestine. En retour, la seule organisation juive tolérée était le mouvement sioniste, l'unique journal juif légal était sioniste.

L'avant-garde communiste, elle, n'a jamais pactisé avec le nazisme, auquel elle a payé un lourd tribut dans toute l'Europe, tout en dénonçant le sionisme comme une impasse pour les Juifs opprimés.

Chaque jour nous apporte la preuve que le sionisme est incapable de résoudre la question juive. Le conflit entre les Juifs et les Arabes en Palestine prend une tournure de plus en plus menaçante. (Lev Trotsky, *Entrevue*, 18 janvier 1937)

Avec l'annexion de l'Autriche, la conquête de la Pologne (où vivaient 3,3 millions de Juifs), la victoire sur la France, l'invasion de l'URSS, l'occupation de la Hongrie, les Juifs d'Europe, sauf les plus célèbres et les plus riches, se retrouvèrent à la merci des fascistes. En janvier 1942, devant les premières difficultés militaires de

L'impérialisme allemand, Hitler décida la « solution finale », c'est-à-dire l'extermination des Juifs de toute l'Europe.

L'État américain refusa d'ouvrir largement ses frontières aux réfugiés, malgré la campagne de la section américaine de la 4^e Internationale, le SWP. La République française avait interné les militants ouvriers d'Italie, d'Allemagne et d'Espagne. Elle les livra massivement aux bourreaux nazis, avec presque tous les Juifs réfugiés en France et 28 % des Juifs de nationalité française. Les Juifs, comme les résistants bourgeois (gaullistes) et les militants staliniens, bolcheviks-léninistes, anarchistes furent arrêtés, le plus souvent par la police et la gendarmerie françaises pour être remis à la Gestapo et aux SS.

Après-guerre, secondé par le PS-SFIO et le PCF, le général De Gaulle entreprit de désarmer les travailleurs, de stabiliser l'État bourgeois, de reconstruire le capitalisme français. Dans ce cadre, bien des hauts fonctionnaires de Vichy poursuivirent une brillante carrière dans la 4^e et la 5^e Républiques. Un cas bien connu est Maurice Papon, secrétaire général de la préfecture de la Gironde de 1942 à 1944, qui avait organisé dix convois de Juifs, qui ont abouti à Birkenau-Auschwitz. On retrouve quelques années plus tard, Papon, nommé en 1958 préfet de police de Paris quand un coup d'État de l'armée porta De Gaulle au pouvoir. Le 4 octobre 1961, Papon mit en place un couvre-feu concernant les « Français musulmans d'Algérie ». Contre cette mesure, le FLN appela à une manifestation le 17 octobre. La manifestation fut interdite par le gouvernement. 7 000 policiers de la République arrêterent plus de 10 000 travailleurs arabes et kabyles, les parquèrent dans des stades et en assassinèrent au moins plusieurs dizaines. Le 8 février 1962, la police aux ordres de Papon tua 9 travailleurs manifestant à l'appel du PCF au métro Charonne.

Le haut fonctionnaire René Bousquet, à la tête de la police française de 1942 à 1943, organisa la majeure partie des déportations de Juifs français, dont la rafle du Vélodrome d'Hiver, incluant les enfants que les SS ne réclamaient pas, ainsi que les Juifs réfugiés en France. Avec d'autres cadres de Pétain, Bousquet fut intégré à la direction de la Banque d'Indochine. En 1958, il fut candidat à la députation dans la Marne, sous l'étiquette UDSR, un parti bourgeois colonialiste et anticommuniste dirigé par Mitterrand. Celui-ci avait été membre, dans les années 1930, d'un parti fasciste, les Croix-de-feu. Haut fonctionnaire du régime antisémite de Vichy appuyé par l'Église catholique, il fut même décoré de la francisque le 16 août 1943. Durant les années 1970, après que Mitterrand avait pris le contrôle du Parti socialiste, Bousquet resta son intime.

La barbarie nazie ne peut justifier la colonisation de la Palestine

Les travailleurs ne doivent pas accorder la moindre confiance à un « ordre » international garanti par un Trump

qui a pour alliées les monarchies antisémites du Proche-Orient et s'appuie sur la police qui assassine les Noirs, par un Poutine qui a écrasé la Tchétchénie et découpé l'Ukraine et la Géorgie, par un Xi qui opprime les Ouïgours et les Tibétains, par un Johnson qui veut précariser les travailleurs étrangers grâce au Brexit, par un Macron qui repousse chaque jour des centaines de réfugiés et qui envoie la police contre les piquets de grève et les manifestants. Partout montent le militarisme, le cléricalisme, la xénophobie, le fascisme.

L'ignominie fasciste a servi, après-guerres, aux sionistes de justification à leur projet bien antérieur d'édification d'un État juif en Palestine. Malgré tout, les survivants de l'Holocauste choisirent à 60 % de rester en Europe ou d'émigrer ailleurs qu'en Israël, principalement aux États-Unis (*The Economist*, 25 janvier).

La construction d'un État basé sur l'ethnie et la religion a forcément un caractère réactionnaire. Israël a été fondé en 1948 par le terrorisme, par l'assassinat des Arabes de Palestine, la destruction de villages entiers, l'épuration ethnique par la terreur, avec le soutien de tous les partisans de l'ordre mondial dont l'impérialisme français. En 1956, quand le colonel Nasser nationalisa le canal de Suez, Israël s'allia aux anciens colonisateurs britannique et français pour envahir l'Égypte, opération qui fut bloquée par l'impérialisme américain, soucieux alors de la stabilité dans la région. Les années suivantes, l'État français aida Israël à se doter de l'arme atomique, ce qu'il veut interdire aujourd'hui à l'Iran. Dans les années 1960, Israël s'appuya de plus en plus sur l'impérialisme américain, soucieux de contrer l'influence considérable de l'URSS au Proche-Orient. Dans les années 1970, Israël s'entendait fort bien avec le régime d'apartheid de l'Afrique du Sud. Bref, les prolétaires n'ont pas de leçons à recevoir d'un Rivlin ou d'un Netanyahu.

Le sionisme est parvenu à transformer une partie des Juifs du monde en oppresseurs, voire en racistes... Pourtant, le PS, le PCF, LFI, le NPA et LO acceptent « la solution » de deux États, reconnaissent la légitimité d'Israël.

Les travailleurs arabes et les travailleurs juifs d'Israël, de Gaza et de Cisjordanie doivent s'unir pour liquider l'État d'Israël, basé sur la ségrégation et la colonisation, pour gouverner ensemble une Palestine laïque, démocratique et multiraciale, dans la fédération socialiste du Proche-Orient.

Les communistes internationalistes appellent les travailleurs du monde entier à lutter contre le nationalisme et les États qui les divisent, à renverser le capitalisme qui les exploite, à prendre le contrôle démocratique de l'économie, à marcher au socialisme mondial, qui balayera les frontières mettra fin à tout racisme.

27 janvier 2020

Johnson sépare la Grande-Bretagne de l'UE

Après plus de trois ans de longs et tumultueux débats, le Parlement britannique a définitivement adopté l'accord de Brexit, entraînant la sortie historique de la 5^e économie mondiale de l'Union européenne le 31 janvier 2020.

Nous pouvons maintenant oublier les rancoeurs et les divisions de ces trois dernières années et nous concentrer sur la mise en oeuvre d'un avenir radieux et palpitant. (Boris Johnson, *Communiqué*, 18 janvier)

Trois premiers ministres conservateurs en trois ans

La démocratie bourgeoise présente l'avantage de légitimer l'État mais elle oblige les partis de la classe capitaliste à bien des contorsions pour gagner les élections. Le principal parti bourgeois britannique a bien involontairement plongé la Grande-Bretagne (et l'Irlande) dans une crise politique qui a duré trois ans, de 2016 à 2019, en nuisant au capitalisme britannique et en éprouvant ses institutions les plus sacrées...

Pour des raisons de tactique politique, le premier ministre David Cameron, du Conservative Party (CP, Parti conservateur), croit habile de convoquer un référendum sur l'appartenance du Royaume-Uni à l'Union européenne pour le 23 juin 2016. Durant la campagne, Cameron lui-même et son parti se prononcent pour le maintien dans l'UE, avec l'appui des Liberal Democrats (LD, Libéraux-démocrates), un autre parti bourgeois. Le référendum donne lieu à un déchaînement de démagogie et de chauvinisme, mettant en cause l'immigration venue des pays européens, par un parti fascisant, l'UKIP et une minorité du CP menée par l'ancien maire de Londres. Nigel Farage (UKIP) exprime l'angoisse des capitalistes de l'industrie et des services malmenés par la concurrence allemande, française, néerlandaise, italienne et Boris Johnson (CP) reflète les vues de firmes de la finance britannique très mondialisée.

À cause du parti ouvrier traditionnel, le Labour Party (LP, Parti travailliste) dirigé par l'aile gauche et Jeremy Corbyn, la classe ouvrière est incapable de saisir la fracturation de la classe dominante pour affirmer ses propres intérêts et une perspective révolutionnaire. Au contraire, elle se trouve divisée entre deux choix électoraux également bourgeois, l'un pour une Grande-Bretagne capitaliste dans l'Europe capitaliste, l'autre pour le repli illusoire sur une Grande-Bretagne capitaliste hors de l'UE repliée à l'abri de ses frontières. Pire, une partie rend responsable de sa situation les travailleurs étrangers venus d'Europe, dont près d'un million de Polonais.

La bureaucratie syndicale de la confédération unique (TUC) et les parlementaires du parti réformiste traditionnel sont plutôt pour le statu quo, reflétant la position de la majorité de la classe dominante. Corbyn qui, toute sa vie, a été hostile à l'UE sur une base sociale-chauvine, prend mollement position pour rester, tandis que les organisations non représentées au parlement (SWP, CPB, SP...) mènent une campagne opportuniste pour la sortie, en arguant que l'UE est capitaliste (mais l'État britannique l'est-il moins ?) et que le référendum est l'occasion de chasser Cameron (mais pour le remplacer par qui ?).

Le départ l'emporte à une courte majorité (51,9 %) à la grande satisfaction, en France, des partis bourgeois xénophobes (FN-RN, DIF), suivis abjectement par les partis sociaux-chauvins (LFI, PCF, PCRF, POID, PCOF...). Le résultat encourage les fascistes à passer à l'acte contre des Polonais. La bourgeoisie britannique se fracture. Cameron est remplacé par Theresa May, du même parti. Son gouvernement, uniquement conservateur, comprend des ministres favorables au maintien et d'autres favorables au retrait (dont Johnson). De son côté, le Parti travailliste reste paralysé par les deux fractions de la bourgeoisie. Les adversaires de Corbyn, tant à l'intérieur (l'aile droite nostalgique de Tony Blair) qu'à l'extérieur (CP, LD et surtout médias capitalistes) l'affaiblissent en outre avec une accusation, aussi mensongère que récurrente, d'antisémitisme.

L'UE, comme le gouvernement conservateur, souhaite éviter une sortie sans accord. Les différents impérialismes européens (France, Allemagne, Italie, Pays-Bas, etc.) sont par ailleurs tirailés entre le besoin de sceller rapidement un accord pour mettre fin à une



référendum de 2016, Johnson mène la campagne pour la sortie

période d'incertitude néfaste pour la bonne marche de l'économie capitaliste (Merkel) et la tentation de faire payer un prix maximal à la bourgeoisie britannique (Macron). En avril 2017, faute de majorité absolue au parlement, May convoque des élections législatives anticipées qui ne résolvent pas le problème. Elle est contrainte de pactiser avec les députés du Democratic Unionist Party (DUP, Parti unioniste démocratique) d'Irlande du Nord.

May parvient péniblement à un accord fin 2018, qui est rejeté trois fois en 2019 à la Chambre des communes. Elle ne contrôle plus son groupe parlementaire. Le report du Brexit contraint l'État à organiser des élections européennes. Le 23 mai 2019, avec une grande abstention (73 %), le Brexit Party (BP, Parti du Brexit) de Farage récemment créé arrive en tête avec 30,7 % des voix, suivi des LD avec 19,7 %, du Labour Party avec 13,7 %, du Green Party (Parti Vert) avec 11,8 %. Derrière, le Parti conservateur ne réunit que 8,8 % des suffrages. Cette déroute oblige May à démissionner. En juillet, le CP la remplace par Johnson, soutenu par Trump, grâce à 66,1 % des voix lors de la consultation interne.

Johnson met fin à la crise politique au détriment du Parti travailliste

Le 28 août, Johnson décide de suspendre le parlement du 10 septembre au 14 octobre, selon une procédure ancienne dite de prorogation. Corbyn qualifie l'acte de « *menace pour la démocratie* ». De maigres manifestations, convoquées par le LP et les organisations ouvrières à sa gauche, ont lieu dans les principales villes du pays. Cette faible mobilisation confirme la désorientation de la classe ouvrière, dont attestait déjà le référendum sur le Brexit et les élections au Parlement européen.

Le 24 octobre, le premier ministre propose à la chambre des communes des législatives anticipées pour le 12

décembre. Les travaillistes acceptent. L'axe de la campagne du Parti conservateur est la sortie (*Get Brexit done* : accomplissons le Brexit). Il reçoit l'appui de Farage (BP) qui retire ses candidats des 317 circonscriptions remportées par le CP aux précédentes législatives, ne leur laissant ainsi plus que 3 circonscriptions à gagner pour atteindre la majorité absolue. Ce retrait s'explique par la reprise par Johnson de son orientation, le retour illusoire à une Grande-Bretagne souveraine.

Le Parti travailliste reste incapable de se prononcer clairement, tout en reprenant le programme réformiste anglais traditionnel : nationalisations, respect de la monarchie, maintien dans l'OTAN... Dans un climat de patriotisme et de xénophobie exacerbés, il perd 2,5 millions de voix par rapport à 2017 et surtout 59 députés au parlement de Westminster. De fait, c'est une défaite cuisante pour un parti basé sur les élections et la gestion loyale du capitalisme au nom d'une majorité parlementaire.

Il est vrai que le système électoral britannique favorise les candidats arrivés en tête : c'est un scrutin uninominal majoritaire à un tour dont la découpe des circonscriptions favorise naturellement le Parti conservateur. Nationalement, le CP progresse peu (+1,2 %). Le LP perd 8 % entre 2017 et 2019 mais surtout il s'effondre de 10,5 % en moyenne dans les circonscriptions qui ont massivement voté *leave*. Ainsi sur les 59 circonscriptions perdues par le LP, la plupart sont des circonscriptions du centre et du nord de l'Angleterre, des régions qui étaient traditionnellement acquises au Parti travailliste. Parmi les 100 circonscriptions ayant la plus forte concentration ouvrière du pays, le LP passe de 72 à 53 députés tandis que le Parti conservateur passe de 13 à 31 députés. Ce sont ces mêmes circonscriptions qui avaient en 2016 voté massivement pour la sortie de l'UE : de 65 % à 75 %. Ces zones ont subi la fermeture des mines et la désindustrialisation des années 1980, avec une montée de la misère, du chômage, de la précarité, du délabrement du logement, la dislocation des services publics.

La débâcle électorale provoque le désarroi et la désorientation de l'aile gauche du LP dans laquelle étaient entrés un certain nombre de groupes centristes (CPGB, AWL, Workers Power, Socialist Action...). La guerre est ouverte pour la succession de Corbyn. Un point commun entre les deux ailes du LP est la défense du couple princier Harry et Meghan Windsor sous prétexte d'une supposée attaque sexiste et raciste de la part de la couronne alors que le programme minimum d'un parti ouvrier devrait être le combat pour la République.



Entre l'UE et les États-Unis, des lendemains difficiles

La promesse démagogique d'une période de prospérité ouverte par la sortie de l'UE, d'un *Golden Age*, sera difficile à tenir. La croissance économique ralentit et l'unité politique du Royaume-Uni est ébranlée. En effet, en Irlande du Nord, le DUP perd 2 députés et sa majorité absolue. En Écosse, le parti bourgeois nationaliste Scottish National Party (SNP) remporte 48 des 59 circonscriptions.

Pour l'emporter, le premier ministre a promis de mettre fin à l'austérité et d'investir massivement dans la santé (NHS) et l'école. Il a même annoncé le 31 décembre une augmentation de près de 6,2 % du SMIC pour le 1^{er} avril 2020. Mais, de façon contradictoire, il a aussi mis en avant dans son programme l'objectif de transformer le Royaume-Uni en un paradis fiscal où la main-d'œuvre serait flexible. Les travailleurs venus d'Europe de l'est seraient particulièrement précarisés, ce qui fragiliserait l'ensemble de la classe ouvrière.

Les rapports avec l'Union européenne ne sont toujours pas fixés. Environ 40 traités commerciaux conclus par l'UE ne vont plus s'appliquer (Japon, Singapour, Canada, Vietnam...). Or, l'UE était en meilleures conditions pour négocier que le Royaume-Uni tout seul.

Le gouvernement britannique s'oppose à la prolongation de la période de transition après 2020. Il a fait inscrire ce point dans la loi d'application de l'accord, en cours d'examen à la chambre des Lords. Johnson a aussi déclaré son refus d'un « *alignement* » sur les règles européennes. Parallèlement à ses discussions tendues avec l'UE, Johnson a clairement exprimé son intention de mener des « *négociations commerciales avec d'autres économies mondiales de premier plan* ». En clair, cela signifie négocier un accord de libre-échange en priorité avec les États-Unis. Trump et son administration vont profiter à fond de la position de faiblesse de l'impérialisme britannique.

L'économie britannique est inextricablement liée à celle du continent : par exemple, 47 % des exportations de biens du Royaume-Uni vont vers l'Union européenne. Dans le cadre de la crise économique mondiale qui menace, elle sera prise en tenaille, comme l'ensemble des économies européennes, par la guerre commerciale qui sévit entre les États-Unis et la Chine.

Toutes les bourgeoisies européennes, et celle de la Grande-Bretagne en premier lieu, rêvent de renforcer leur compétitivité sous peine d'un déclin accentué fait de désindustrialisation et de faillites de régions entières. Cela signifie que l'État, avec à sa tête le gouvernement conservateur, se doit d'attaquer frontalement et très rapidement sa classe ouvrière, ce qui est contradictoire avec les promesses démagogiques mises en avant durant la campagne électorale. Ainsi, Johnson entend mener un

programme d'austérité. Il a demandé à tous ses ministres d'étudier « *ligne par ligne* » toutes les dépenses. Le temps est venu de « *décisions dures* », a-t-il prévenu.

Pour un parti ouvrier républicain et internationaliste

Pour s'opposer à ce cours réactionnaire, pour surmonter l'impuissance et la capitulation du réformisme à la Corbyn, il faut que des militants se situant sur le terrain de la révolution puissent s'organiser et regrouper les travailleurs conscients dans une organisation communiste de tout l'État, Écosse comprise, en lien avec ceux d'Irlande et du monde entier. L'avant-garde doit se débarrasser des illusions dans le travaillisme et le réformisme : croire que le Parti travailliste pourrait aller au socialisme sous la pression des masses et de son aile gauche, tenter de le concurrencer avec un autre projet réformiste (SLP de 1996, SSP de 1998, Respect de 2004, PBP de 2005, TUSC de 2010, LU de 2015...).

Le Parti travailliste, au mieux, deviendra un cadre de front unique. En aucun cas, il ne pourra vaincre la bourgeoisie et renverser son État, comme le prouve toute l'histoire de la lutte des classes en Grande-Bretagne, confirmant les analyses de Lénine et de Trotsky. Sans tourner le dos aux travailleurs des organisations de masse (syndicats et LP), l'avant-garde doit entreprendre la construction d'un parti clairement et ouvertement révolutionnaire, membre d'une internationale fondée sur le communisme de Marx, Engels, Luxemburg, Lénine et Trotsky. Elle doit développer un programme transitoire qui réponde aux attentes sociales et politiques de la classe ouvrière britannique et de la jeunesse en formation, du type :

Aucun paiement à l'UE d'une quelconque facture de divorce, ouverture des frontières aux travailleurs, aux étudiants, aux réfugiés ! Abrogation de toutes les lois antisyndicales et de précarisation du travail, augmentation des salaires, suppression des droits d'inscription à l'université, des moyens pour le NHS et des logements sociaux ! Abolition de la monarchie, République, dissolution de la chambre des Lords, séparation de l'État et de l'Église anglicane ! Restitution de Gibraltar à l'Espagne, droit de séparation de l'Écosse, réunification de l'Irlande dans le cadre d'une fédération socialiste des îles britanniques ! Fin immédiate des expéditions militaires au Proche-Orient, fermeture des bases militaires à l'étranger et en premier lieu en Irlande du Nord, sortie de l'OTAN ! Dissolution de l'ensemble des corps de répression et armement du peuple pour lutter contre la réaction ! Nationalisation sans indemnité ni rachat des principaux groupes capitalistes opérant en Grande-Bretagne, des terrains des villes ! Gouvernement des travailleurs, États-Unis socialistes d'Europe !

20 janvier 2020

L'Irlande confrontée au Brexit

Signe parmi d'autres de la chute d'influence de l'impérialisme britannique, le vote en 2016 par la majorité des Écossais, des Gallois et des Irlandais du Nord en faveur du maintien dans l'Union européenne divise le Royaume-Uni. La question de la frontière avec l'Irlande du nord est un noeud décisif de la négociation.

L'Irlande du nord sort à peine d'une période de trois ans sans gouvernement. Le nouveau gouvernement d'Arlene Foster première ministre DUP et de Michelle O'Neill, vice-première ministre SF a remis en selle le 11 janvier une coalition improbable. Celle entre les loyalistes réactionnaires du Democratic Unionist Party (Parti unioniste démocratique, DUP, opposé au droit à l'avortement tout autant qu'à l'égalité des droits des LGBT, xénophobe, favorable à la colonisation de l'Irlande par l'Angleterre, et dont l'histoire est liée à celle des paramilitaires pro-monarchie) et les nationalistes républicains de Sinn Féin (la branche politique de l'IRA, officiellement pour l'unification de l'île et le départ total de l'État britannique). Elle a pu se réaliser sur la base d'un objectif commun dissimulé à leur base électorale, la défense du capitalisme en Irlande du Nord.

Or, les échanges entre la République d'Irlande et le Royaume-Uni sont en déclin relatif : alors que la moitié des exportations irlandaises étaient destinées au Royaume-Uni en 1973, elles n'en constituent plus que 17 % en 2016. Elles s'élèvent néanmoins à 60 milliards d'euros et impliquent directement 400 000 emplois, sachant que 30 000 personnes traversent la frontière quotidiennement pour aller travailler. Par ailleurs, 30 % des importations irlandaises proviennent toujours du Royaume-Uni. L'imposition d'une frontière sèche aurait des impacts dévastateurs sur l'économie à la fois de l'Irlande du nord et de la République d'Irlande. « *Si le Royaume-Uni impose des tarifs à hauteur de 15 à 30 %, alors cela devrait détruire l'agriculture irlandaise* » (*Mediapart*, 24 juillet 2019). La bourgeoisie nord-irlandaise, en particulier sa puissante fraction agro-industrielle -pourtant la base traditionnelle du DUP-, voit d'un très mauvais oeil un Brexit. La Banque centrale irlandaise prévoit un taux de croissance entre 0 et 1 % en cas de Brexit sans accord (au lieu de 4 % sans Brexit), ainsi qu'un déficit de 100 000 créations d'emplois, soit 5 % de la population active. Un institut privé, Oxford Economics, a estimé la perte de PIB à 2 %, voire à 2,5 % d'ici à 2030.

Les États de l'Union européenne et singulièrement le gouvernement irlandais de Leo Varadkarle (Fine Gael) le savent et s'en servent d'atout dans les négociations avec l'État britannique. Le président allemand Frank-Walter Steinmeier notamment a exprimé « *toute sa solidarité avec l'Irlande au sujet du Brexit* » (*The*

Guardian, 4 juillet 2019), et Michel Barnier (un ancien ministre de Balladur, de Chirac et de Sarkozy) avait été envoyé pour proposer un « *backstop* », c'est-à-dire une clause visant à empêcher une frontière physique entre Eire et Ulster. D'ici le 31 décembre 2020, date à laquelle les relations entre le Royaume-Uni et l'Union européenne seraient clarifiées par un traité de libre-échange, l'Irlande du Nord conserverait les normes européennes (en matière de santé, de réglementation, de fiscalité...). Or, le DUP refuse cet accord, qui reviendrait selon lui à installer une frontière de fait entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, ce qui avait fait perdre sa majorité à la précédente première ministre conservatrice Teresa May.

L'État britannique a conscience du risque que les revendications de réunification de l'Irlande se renforcent avec les difficultés croissantes à dégager un accord sur la frontière nord-irlandaise. Sinn Féin saisit l'opportunité : « *Il est probable qu'un référendum sur l'unité irlandaise ait lieu plus tôt que prévu en raison du bouleversement provoqué par le Brexit* » (Michelle O'Neill, vice-présidente de SF, *Irish Independent*, 23 octobre). Ce parti, encore guérillériste au début des années 1980, a suivi finalement l'évolution de Fine Gael, la fraction du mouvement nationaliste qui avait accepté la partition de l'île dès 1921.

Sinn Féin est devenu à son tour un parti bourgeois. Il mise désormais, comme les partis nationalistes bourgeois écossais (SNP) et catalans (ERC, JxC), sur l'Europe capitaliste.

L'Union européenne a soutenu des projets d'infrastructure décisifs et a renforcé notre économie par la paix et les fonds structurels... le futur de l'Irlande, à la fois le nord et le sud, est dans l'Union européenne. (Martin McGuinness, 20 février 2016)

À l'inverse, seuls les travailleurs sont en mesure d'unifier l'Irlande en particulier, les îles britanniques et plus largement l'Europe.

Si vous supprimez l'armée anglaise demain et si vous élevez le drapeau vert sur le Château de Dublin, vos efforts seront vains si vous n'impulsez pas l'organisation de la République socialiste. (James Connolly, 1897)

Pour le droit à l'auto-détermination des Irlandais ! Pour la réunification de l'Irlande par un gouvernement de la classe ouvrière irlandaise dans une fédération socialiste des Îles britanniques et les États-Unis socialistes d'Europe !

15 janvier 2020

Italie : le « démagisme » a tourné court



Les élections générales de mars 2018 ont plongé les partis bourgeois Partito Democratico (PD) et Forza Italia de Berlusconi (FI) en pleine déconfiture. Ils étaient dépassés par

deux partis bourgeois démagogues, le Movimento 5 Stelle (M5S, Mouvement 5 étoiles) « démagiste » ayant récolté près des 35 % des suffrages et la Lega (ancienne Ligue du Nord) fascisante ayant obtenu 17 % [voir *Révolution communiste* n° 28].

Le M5S tourne sa veste et les fascistes se renforcent

La coalition Lega-M5S explosa au cours de l'été 2009 à cause de la liaison TGV Turin-Lyon. Ce dossier, emblématique pour Salvini afin de relancer la croissance par des grands travaux, lui servit de prétexte pour déposer une motion le 8 août 2019 contre le chef de son propre gouvernement, Conte, avec comme objectif de provoquer des élections anticipées à l'automne.

Avec les encouragements du grand capital qui demeure partisan de l'UE, le M5S et le PD contrèrent alors la manœuvre de la Ligue qui fut chassée du gouvernement le 29 août au profit d'une autre alliance gouvernementale, encore plus improbable que la précédente, celle entre le Partito Democratico, le Movimento 5 Stelle et les Liberi e Uguali (Libres et égaux, LeU) formé d'écologistes et de débris de la sociale-démocratie.

Macron, *Le Monde* et *Le Figaro* ont applaudi le report des élections législatives, car la bourgeoisie française a besoin de l'italienne pour tenir tête à l'allemande dont la prépondérance économique s'est renforcée depuis 1989. Le président de la République Mattarella entérina l'accord pour former un gouvernement dirigé par Giuseppe Conte. Même moins répugnant dans sa façon de traiter les migrants, cet énième replâtrage va continuer de gouverner pour le profit de la bourgeoisie italienne.

Les élections régionales en Ombrie (un des trois fiefs autrefois du PCI, avec la Toscane et l'Émilie-Romagne) n'ont épargné ni le PD, ni le M5S. Le 27 octobre, le PD n'obtenait que 22,3 % des suffrages (-13,4 %) tandis que le M5S chutait à 7,4 % (-7,1 %). Inversement, la Lega fascisante recevait 36,9 % des voix (+23 %), les fascistes de FdI 10,4 % (+7,1 %) tandis que FI baissait à 5,5 % (-3 %). Aucun parti du mouvement ouvrier n'a franchi la

barre de 1 % : ni le PC néostalinien et hyper-chauvin (0,9 %), ni le PCI (0,5 %), ni le PaP (0,3 %).

Pitoyablement, Di Maio a annoncé que le M5S ne renouvellera pas l'expérimentation d'une liste commune avec « la gauche » dans un scrutin régional, tout en maintenant l'alliance au niveau national.

L'apparition du mouvement des sardines

Dans ce contexte de marasme politique, le movimento delle sardine (mouvement des sardines) s'est constitué via Facebook à l'initiative de quatre trentenaires à Bologne pour exprimer un rejet de Salvini et du fascisme. Appelant à se rassembler lors de ses meetings, en vue des futures élections régionales, ils étaient plusieurs dizaines de milliers le 14 novembre dans la capitale d'Émilie-Romagne, puis tout autant à Naples, 40 000 à Florence le 30 novembre, 35 000 manifestants à Rome le 15 décembre.

Les sardines font peur à Salvini parce qu'elles ne cherchent pas à intimider, contrairement aux sympathisants de gauche traditionnels. Il est stimulant d'observer cette nouvelle forme de protestation sereine s'étendre de Bologne à Palerme, et déconcerter Salvini parmi d'autres, pour la simple et bonne raison qu'elle ne cherche pas le conflit. (La Repubblica, 27 novembre 2019)

Le mouvement s'est désigné comme « sardines » dans le souhait que les manifestants restent soudés et serrés, renvoyant en outre l'image d'un « poisson humble et symbole de l'Italie populaire et travailleuse ». Ce n'est pas forcément la sociologie qui colle le mieux avec la réalité des manifestants qui s'en réclament, plutôt jeunes, éduqués et essentiellement urbains. Si lors de ces rassemblements, on peut entendre *Bella ciao*, un chant de 1944 des partisans antifascistes, il semble que le mouvement s'inscrive dans le cadre des institutions.

Il y a un projet de centre gauche très large. Il y a le Parti Démocrate, il y a le projet d'Emilia Romagna Futura [une liste « citoyenne »], il y a les citoyens. Le centre gauche nous représente bien. (Mattia Santori, 24 novembre 2019)

Nous prétendons que les élus fassent la politique dans les institutions plutôt que conduire des campagnes électorales permanentes. (Mattia Santori, 15 décembre 2019)

Pacifiste et respectueux de l'État bourgeois, leur antifascisme se double d'un crédo anti parti qui se refuse à se constituer en force politique et ne prend aucune position sur la question sociale. Pour preuve, aucun symbole, aucun drapeau d'organisation politique n'est toléré dans leurs rassemblements, comme

faisaient les chefs des Indignados en Espagne (façonnés au sein du stalinisme) qui, après avoir assuré leur monopole politique sur le mouvement, ont fondé leur propre parti (Podemos). Ainsi, des militants arborant faucille et marteau en ont été prestement exclus.

La Lega battue en Émilie-Romagne

Les plans de Salvini de provoquer à très court terme des élections anticipées viennent de prendre un coup avec le scrutin régional en Émilie-Romagne. Omniprésent dans la campagne (150 meetings à son actif), il s'est évertué à donner une portée nationale au scrutin, jusqu'à ce que les résultats lui fassent changer d'avis... Battu avec 43,7 % des voix face au candidat du PD en large coalition qui obtient 51,4 %, le chef de la Lega essuie son premier revers. En Calabre, la candidate de Forza Italia remporte l'élection et même si la Lega la soutenait, cette victoire n'apparaît pas vraiment comme celle du parti de Salvini.

Mais ce n'est pas un revers électoral qui débarrassera le prolétariat de la Lega réactionnaire et de ses alliés. Pas non plus les coalitions bourgeoises autour du PD : en Calabre par exemple, le candidat « *de toute la gauche* » est l'ancien président local de Cofindustria, le Medef italien...

Alors que le M5S s'effondre à 3,5 % en Émilie-Romagne et 8 % en Calabre, disparaissant de ces parlements régionaux, le gouvernement Conte mesure la fragilité de la coalition sur laquelle il est bâti. Les porte-paroles du mouvement des sardines lui apportent leur aide en appelant à disperser la force potentielle qu'ils avaient initiée.

Nous voulons recommencer à être nous-même, des électeurs, des citoyens, des parents et des amis. (Le Monde, 28 janvier 2020)

Pour le front unique ouvrier

Le mouvement des sardines a fait sortir dans la rue une masse de jeunes et de moins jeunes écoeurés par la montée de la haine xénophobe, raciste, fasciste. Il contribue à la forte participation à ces élections régionales (67,67 % contre 37,8 % lors des précédentes). Mais il n'a aucun caractère de classe, il prêche comme au Vatican « *l'union indivisible des riches et des pauvres* », il tente de redorer le blason des appareils issus de la social-démocratie, du stalinisme et des vaticanistes qui sont pourtant responsables de la montée de Salvini, des tentatives de réhabiliter le fascisme. Les envolées sur « *la beauté* », « *la joie* », « *la tranquillité* » n'ont jamais été l'antidote à la misère, à la discrimination.

Sans révolution prolétarienne victorieuse, la barbarie capitaliste broie les prolétaires et ils doivent se défendre. Le pacifisme n'a jamais constitué un danger pour la classe dominante. Pour obliger à supporter la violence économique et sociale qu'elle inflige quotidiennement aux masses (subordination au travail, concurrence entre

prolétaires, précarité, chômage, pauvreté, humiliation...), la classe capitaliste dispose de l'armée, de la police, des bandes fascistes. Le gandhisme ne sert qu'à désarmer la classe ouvrière et les opprimés.

Dans toute société de classes, qu'elle soit fondée sur l'esclavage, sur le servage ou, comme aujourd'hui, sur le salariat, la classe des oppresseurs est armée... Notre mot d'ordre doit être : l'armement du prolétariat pour qu'il puisse vaincre, exproprier et désarmer la bourgeoisie. C'est la seule tactique possible pour une classe révolutionnaire. (Lénine, Le Programme militaire de la révolution prolétarienne, octobre 1916)

Il est temps de tourner le dos au social-chauvinisme des anciens staliniens et d'en finir avec les alliances avec les débris « démocratiques » de la bourgeoisie, qui font tous le jeu du fascisme. Il est temps de réaliser le front unique des organisations ouvrières contre les attaques de tous les gouvernements bourgeois contre les acquis sociaux, contre toutes les agressions par les nervis fascistes des militants ouvriers, des étrangers ou des descendants des migrants.

Seul un parti ouvrier révolutionnaire, rassemblant les travailleuses et les travailleurs les plus conscients et les plus déterminés sur une base internationaliste, sera en mesure d'assurer l'unité des exploités pour renverser le capitalisme et ouvrir la voie de la révolution socialiste européenne et méditerranéenne.

1 février 2020



Arrêt des interventions militaires américaines contre l'Iran ! Fin du blocus !

Le 14 novembre 2019, le gouvernement iranien annonce la hausse du prix du carburant. Du 14 au 18, une explosion de colère populaire secoue le pays. La République islamique, échaudée par les manifestations populaires de 2017-2018, bloque internet et noie la révolte dans le sang. La police, les « bassidjis » (milice islamiste en civil) et les « pasdarans » (gardiens de la contre-révolution islamique) arrêtent des milliers d'opposants et tuent au moins 1 500 manifestants (Reuters, 23 décembre). La répression semble particulièrement violente chez les minorités (Kurdes, Arabes...) : ainsi, les pasdarans utilisent des mitrailleuses à Mahshahr, une ville du Khouzistan (sud-ouest) à majorité arabe.

Le 3 janvier 2020, l'assassinat en Irak par un drone du général iranien Qassem Soleimani, sur décision du président des États-Unis, a pour effet de souder, au moins temporairement, la population au gouvernement iranien et d'atténuer les divergences entre les factions de la bourgeoisie islamiste. Les manifestations de deuil et de protestation sont massives, y compris dans le Khouzistan.

L'État américain s'arroge depuis longtemps le droit d'affamer des populations entières, de les priver de médicaments, d'asphyxier l'économie de pays entiers, en imposant des blocus, comme il l'a fait contre Cuba, contre l'Irak avant de l'envahir, comme il le fait aujourd'hui contre l'Iran. L'État américain s'arroge le droit de renverser les gouvernements, voire de tuer qui lui déplaît, sans avoir déclaré la guerre. Il vient de le faire sur le territoire d'un État allié sans consulter son gouvernement.

Le général Soleimani a été assassiné à cause du conflit entre la principale puissance impérialiste du monde et une puissance régionale dont les intérêts se heurtent au Proche-Orient. Il était à la tête de la « force Al-Qods », la branche internationale des pasdarans. Ce que l'État américain ne lui pardonne pas est d'avoir joué un rôle au Liban, en Syrie et en Irak en créant, en armant et en finançant sur une base sectaire et religieuse des milices chiïtes ; d'avoir participé à la défaite de l'armée israélienne au Liban en 2006 ; d'avoir riposté par des opérations contre des pétroliers dans le détroit d'Ormuz, contre une raffinerie d'Arabie saoudite, contre une base américaine en Irak et enfin contre l'ambassade des États-Unis en Irak au reniement par Trump du traité de 2015 et au blocus.

Mais la force Qods et les pasdarans sont autant des ennemis de la classe ouvrière et du communisme que l'état-major de l'armée américaine et les chefs de la CIA. Les gardiens sont non seulement une partie de l'appareil répressif de la bourgeoisie iranienne mais leur état-major

contrôle une partie significative de l'économie. En Syrie, la force Qods a contribué, dès mars 2011, bien avant l'intervention de l'armée impérialiste russe de septembre 2015, à sauver Assad fils de la révolution qui le menaçait. En coulisses, Soleimani, les pasdarans et l'État iranien ont plus d'une fois collaboré avec « le grand Satan » (les États-Unis dans le langage des ayatollahs) : en 2001, en Afghanistan contre les Talibans ; en 2003, en Irak pour mettre en place un gouvernement provisoire ; en 2016, en Irak contre l'EI.

À cause de la disproportion des moyens militaires, les représailles du régime clérical iranien se sont limitées à des frappes de missiles dans la nuit du 7 au 8 janvier sur deux bases militaires américaines en Irak qui n'ont fait aucune victime. Par contre, un avion civil d'une compagnie ukrainienne, rempli de passagers iraniens et canadiens, abattu le 8 janvier par l'armée iranienne, a fait les frais de la tension militaire et du brouillage des communications électroniques par l'armée américaine. Cette tragédie a relancé les manifestations hostiles tant au président Hassan Rohani qu'au guide suprême Ali Khamenei.

Les travailleurs avancés du monde entier sont partisans du renversement du régime des ayatollahs qui est né de l'écrasement de la révolution de 1978-1979, qui a tué des milliers de militants ouvriers, qui a préservé le capitalisme et s'y est incorporé, qui réprime les grèves, qui opprime les femmes, les minorités nationales et les homosexuels. Mais cette tâche ne peut être confiée à Trump, au Pentagone et à la CIA. Il revient à la classe ouvrière et aux opprimés d'Iran de chasser les capitalistes et bourreaux islamistes, d'instaurer un gouvernement ouvrier et paysan basé sur des shoras (conseils de travailleurs), d'ouvrir la voie à la fédération socialiste du Proche-Orient, libérée de la colonisation sioniste et de toute oppression impérialiste. La meilleure aide à leur fournir est que le mouvement ouvrier des États-Unis, d'Israël et de tous les pays s'oppose à toute opération militaire contre l'Iran et exige la levée immédiate du blocus étasunien.

Arrêt de toute menace américaine et israélienne contre l'Iran ! Fin immédiat du blocus américain de l'Iran ! Fermeture de toutes les bases militaires américaines, britanniques, française et russe au Proche-Orient et en Méditerranée, départ de la flotte américaine du golfe Arabo-persique, de l'océan Indien et de la mer Méditerranée !

12 janvier 2020

Collectif révolution permanente & IKC / Espagne

Inde : la politique du gouvernement suprématiste



Pour remporter les élections législatives d'avril-mai 2019, alors que l'économie ralentit, le premier ministre sortant Modi et son parti renchérissent dans la démagogie sécuritaire, nationaliste, cléricale, militariste. Le BJP l'emporte avec la majorité absolue (303 sièges sur 543) au Lok Sabha (la chambre des députés).

Des mesures discriminatoires contre les musulmans

En 1947, lors de la partition, Hari Singh, le maharajah de Jammu-et-Cachemire, peuplé principalement de musulmans, avait décidé de rejoindre l'Union indienne à condition de conserver une large autonomie. Selon l'article 370 de la constitution indienne, les lois votées par le parlement de New Delhi ne s'appliquaient pas au Cachemire, en dehors des domaines de la défense, des affaires étrangères, des finances et des communications.

Fin juillet 2019, l'État indien envoie des troupes supplémentaires (50 000 militaires) au Jammu-et-Cachemire rejoindre les 700 000 soldats et policiers déjà présents, il évacue les étrangers. Début août, les communications mobiles sont coupées, les écoles fermées, un couvre-feu est imposé sur une partie de la région et les dirigeants de tous les partis sont assignés à résidence, 4 000 personnes sont arrêtées. Les parlementaires des grands partis ouvriers légaux, le PCI et le PCI-M, lorsqu'ils tentent de se rendre au Jammu-et-Cachemire, sont refoulés par la police de Modi et d'Ajit Doval.

Le 5 août, Amit Shah, le ministre BJP de l'intérieur, soumet au Rajya Sabha, le sénat fédéral, un projet de loi annulant l'article 370 de la constitution. Il est ratifié à la

majorité des deux tiers. Les 7,5 millions de Cachemiriens, eux, ne sont pas consultés. L'autonomie du Jammu-et-Cachemire est supprimée, l'ancien État est scindé en deux « territoires de l'Union » dépourvus de parlement et placés sous l'autorité du gouvernement central. Désormais, les Indiens originaires d'autres États pourront acheter des terres au Cachemire, être employés dans son administration et voter aux élections locales s'ils y résident.

Le 31 août 2019, en Assam (nord-est), le BJP fait exclure de la citoyenneté indienne 2 millions de musulmans. Il veut généraliser le registre national des citoyens (NRC) à tout le pays en avril 2020.

Le 11 décembre, le gouvernement Modi-Shah change la loi sur la citoyenneté Le Citizenship Amendment Act (CAA) ouvre l'accès à la nationalité indienne aux réfugiés de six religions originaires d'Afghanistan, du Pakistan et du Bangladesh, à l'exception des musulmans.

Les protestations contre le gouvernement Modi-Shah

La résistance commence le 4 décembre à l'initiative de l'All Assam Students Union (AASU), une organisation étudiante de l'Assam. Elle fait bouillir en un mouvement étudiant panindien le 15 décembre, dont la manifestation organisée par des étudiants de l'Université Jamia Millia Islamia (JMI) de New Delhi. Le 5 janvier, la branche étudiante du BJP, l'ABVP, attaque l'université Jawaharlal Nehru (JNU) de New Delhi et moleste pendant trois heures étudiants et professeurs, causant une trentaine de blessés graves, dont la présidente du principal syndicat de l'université, Aishe Ghosh, en lutte contre une augmentation massive des frais de logement et de scolarité. À l'extérieur, la police est restée inerte. Cette fois-ci, les cibles ne sont pas musulmanes. La violence policière (25 morts) et fasciste, loin de faire régresser la protestation, suscite des manifestations populaires gigantesques qui défendent les étudiants et la laïcité.

En outre, la classe ouvrière montre sa force, capable potentiellement de combattre toutes les oppressions et d'ouvrir la voie à une nouvelle société, basée sur la collectivisation des moyens de production. L'Inde compte plus de 520 millions de travailleurs, dont 6 % à 7 % seulement sont employés dans des entreprises du secteur formel et dont à peine 2 % sont syndiqués. La dernière enquête sur l'emploi et le chômage réalisée par le gouvernement en 2012 estimait que plus de 62 % des personnes employées étaient des travailleurs payés à la journée, ce qui rend leur source de revenus saisonnière et très vulnérable aux fluctuations de l'activité.

En septembre 2019, les CTU, l'alliance intersyndicale de 10 confédérations (INTUC, AITUC, HMS, CITU, AIUTUC, TUCC, SEWA, AICCTU, LPF, UTUC), convoquent pour le 8 janvier une « bharat bandh » (grève générale, en fait une simple journée d'action) contre la politique anti-ouvrière du gouvernement, les privatisations, la précarisation du droit du travail, pour un salaire minimum à 21 000 roupies par mois. La seule centrale à rester à l'écart, la BMS, est contrôlée par le BJP. Par contre, l'appel est soutenu par les partis ouvriers, des syndicats étudiants et de multiples associations. Avant le 8, les CTU protestent contre la violence à l'université.

La grève rassemble 180 millions de travailleurs salariés, d'étudiants et de paysans pauvres. Elle est particulièrement suivie dans la région du Bengale, à l'est, et au Kerala, au sud : transports publics, usines automobiles, mines de charbon, plantations de jute, banques, réseau de garderies rurales financé par l'État (Angwadi Services), électricité... Dans le reste du pays, plusieurs banques et les réseaux publics de bus sont touchés.

Pour le droit à l'autodétermination du Cachemire, pour la laïcité, pour un gouvernement ouvrier et paysan

En Inde, pèse toujours sur la classe ouvrière et l'intelligentsia l'héritage empoisonné du stalinisme, de son « étape démocratique » reléguant la révolution socialiste aux calendes grecques, de son « front uni anti-impérialiste » ou de son « front populaire » qui subordonnent les exploités à telle ou telle fraction de la bourgeoisie, du culte du chef, de l'utilisation de la calomnie et de la violence au sein du mouvement ouvrier.

La difficulté est que la 4^e Internationale, fondée en 1938 contre les directions réformistes, a disparu dans les années 1950, sous la pression du stalinisme, du nationalisme bourgeois et de la sociale-démocratie, entraînant dans sa débâcle les sections du sous-continent (BLPI, LSSP). Depuis, ses multiples avatars se vautrent dans le centrisme et le réformisme.

Celui qui n'ose pas énoncer à voix haute les tâches révolutionnaires n'aura jamais le courage de les mener. (Trotsky, Pour la 4^e Internationale, 1935)

Par exemple, le POID et ses partenaires de la « 4^e Internationale » lambertiste ont fondé en Inde, en novembre 2017, un « Comité international ouvrier » dont le programme se réduit aux formules creuses de franc-maçon, de politicien réformiste et de bureaucrate syndical : « *contre la barbarie, la guerre et le démantèlement des nations* ».

Contre le démantèlement des nations ? L'unité de la nation est un mythe qui sert à la classe dominante pour

soumettre les classes exploitées et semi-exploitées. Les travailleurs conscients de tous les pays savent qu'il faut y opposer leur lutte de classe, leur combat pour prendre la tête des classes laborieuses et subalternes contre la bourgeoisie locale. Dans le sous-continent indien, le prolétariat en marche balayera les frontières du Sri Lanka, de l'Inde, du Pakistan et du Bangladesh.

Il est exact que le socialisme reconnaît à chaque peuple le droit à l'indépendance et à la liberté, à la libre disposition de son propre destin. Mais c'est véritablement tourner le socialisme en dérision que de présenter les États capitalistes actuels comme l'expression du droit à l'auto-détermination. (Luxemburg, La Crise de la sociale-démocratie, 1915)

D'ores et déjà, il doit reconnaître au peuple opprimé du Cachemire éclaté aujourd'hui entre trois États (Inde, Pakistan, Chine) le droit de décider de son sort, jusqu'au droit à l'indépendance.

Le renforcement de l'oppression nationale à l'époque de l'impérialisme commande, non pas de renoncer à la lutte « utopique », comme le prétend la bourgeoisie, pour la liberté de séparation des nations, mais, au contraire, d'utiliser au mieux les conflits qui surgissent également sur ce terrain, comme levier pour une action de masse et des manifestations révolutionnaires contre la bourgeoisie. (Lénine, La Révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, 1916)

Quant à la paix, elle ne peut être obtenue que par la révolution prolétarienne, l'armement des travailleurs, le pouvoir des conseils de travailleurs en Inde, la création de la fédération socialiste d'Asie du Sud.

Le pacifisme petit-bourgeois part des prémisses qu'il serait possible d'assurer la paix par des moyens particuliers, spéciaux, extérieurs à la lutte de classe du prolétariat, à la révolution socialiste. (Trotsky, La Guerre impérialiste et la révolution prolétarienne mondiale, 1940)

Les noyaux marxistes existant en Inde doivent se regrouper au plus vite pour constituer une organisation prolétarienne révolutionnaire de toute l'Etat, en lien avec l'avant-garde internationale. Et se battre, dans l'immédiat, pour le front unique de toutes les organisations ouvrières (PCI, PCI-M, AITUC, CITU, HMS, INTUC...), paysannes et étudiantes indiennes pour les revendications économiques, mais aussi pour l'autonomie du Jammu-et-Cachemire, le retrait des forces de répression, la restitution de la nationalité indienne aux musulmans radiés de l'Assam, la séparation de l'État et de la religion, l'égalité des femmes et des hommes.

19 janvier 2020

Coup d'État en Bolivie au nom de la Bible

2005 : l'élection du premier président indigène bolivien

En 2005, Morales devient président (avec plus de 54 % des voix) et le MAS obtient 72 députés (sur 130). L'idéologue du MAS et vice-président Linera explique ainsi leur rôle.

Le gouvernement du président Morales respecte la propriété privée, respecte la religion, respecte l'activité de l'entrepreneur, garantit l'enseignement privé... (García Linera, mars 2007)

En mai 2006, le gouvernement annonce une réforme agraire ambitieuse, prévoyant la saisie sans indemnisation des terres non cultivées.

En août 2006, Morales convoque une assemblée constituante pour rectifier la constitution de 1967. Selon Le wiphala (drapeau indigéniste) devient le second emblème, le christianisme catholique imposé par le colonisateur espagnol n'étant plus religion d'État. S'affichant « plurinationale », elle instaure comme langues officielles l'aymara, le quechua, le guarani, etc., le constitution promet plus d'autonomie et facilite le référendum. Elle limite la présidence à deux mandats. Mais l'appareil répressif de l'État (armée et police) est intact (partie VII) et l'article 56 garantit la propriété privée.

La politique sociale du gouvernement indigéniste s'inspire de celle de gouvernements de front populaire dirigés par le PT réformiste au Brésil (2003-2011) tandis que la politique industrielle imite plutôt celle de la dictature militaire antérieure du même pays (1964-1985).

Le gouvernement fait voter une loi de nationalisation des hydrocarbures en mai 2006. L'État bolivien modifie les contrats avec Repsol (Espagne), Total (France), Exxon (États-Unis), British Gas (Grande-Bretagne), Petrobras (Brésil)... Il récupère ainsi une part de la rente minière et énergétique. Le gouvernement s'en sert pour améliorer les équipements publics (routes, ponts, réseau d'irrigation, téléphérique El Alto-La Paz, réseau de gaz, écoles, hôpitaux...) et accorder des concessions aux masses : augmentation du salaire minimum, bons pour l'école...

En 2007, l'État décide d'édifier deux barrages hydroélectriques en territoire indigène (El Chepte, El Bala). En 2008, il tente de mettre sur pied une entreprise de fabrication de batteries (YLB).

De mai à juin 2008, les gouverneurs de plusieurs départements de l'est tenus par l'opposition politique (Beni, Chuquisaca, Pando, Santa Cruz, Tarija) retournent la thématique du MAS contre lui en

s'appuyant sur les Comités Cívicos (comités civiques) non élus qui servent à mobiliser l'opposition au MAS sous hégémonie des grands propriétaires terriens et des capitalistes de l'agro-alimentaire. Ils organisent des référendums pour renforcer leur autonomie. Le gouvernement répond par un référendum national en août qu'il gagne (67 % des votes pour) alors que les masses se mobilisent contre les séparatistes et leurs bandes fascistes.

2009 : Morales capitule devant « l'oligarchie »

Le gouvernement renonce à sa réforme agraire. La déforestation se poursuit à grande échelle en Amazonie bolivienne, à raison de 300 000 ha par an. Elle sert à l'élevage et surtout à la culture du soja destiné à l'exportation. En décembre, les élections générales donnent 64,2 % à Morales, 88 députés sur 130 au MAS et 26 sénateurs sur 36.

En avril 2010, lors des élections régionales et municipales, le MAS met parfois, en tête de ses listes, des politiciens « de droite ».

En août 2009, le gouvernement autorise la construction d'une nouvelle route à travers le territoire indigène et le parc national Isiboro-Secure, confiée au groupe capitaliste brésilien OAS. Après des affrontements entre communauté indigène et police, une marche de 2 500 Amérindiens à La Paz en octobre 2011, Morales annule le projet.

En décembre 2010, le gouvernement décrète une hausse des tarifs de carburant à laquelle s'opposent le syndicat des transporteurs routiers (les patrons des nombreux bus) et aussi la principale centrale syndicale, la COB, qui soutient pourtant le régime. Le président recule.

En 2012, les rémunérations des policiers sont augmentées de 20 %. En mai 2013, le gouvernement décide de modifier les retraites des salariés. Il est confronté à la grève des mineurs pour de meilleures pensions. Il envoie la police. Des centaines de mineurs, d'ouvriers de l'industrie, de travailleurs de la santé et de l'enseignement sont matraqués inculpés. Un compromis est passé avec la direction de la COB [voir *Révolution communiste* n° 1]

Morales est parvenu, en 2014, au terme des deux mandats présidentiels successifs (2005, 2009) autorisés par la constitution de 2009. Cependant, le Tribunal constitutionnel décide que la règle ne s'applique qu'après sa promulgation, donc que Morales a le droit de se représenter à ce qui ne serait qu'un second mandat. Morales l'emporte avec 61,4 % des suffrages et le MAS avec 88 députés sur 130, 25 sénateurs sur 36.



En 2015, l'État réduit le temps de consultation des peuples indigènes sur l'exploitation du sous-sol à 45 jours dans les 22 zones protégées, au lieu de 90. 4 conscrits sont tués dans des casernes, sans jugement des responsables. Depuis 2004, 55 homosexuelles et homosexuels ont été assassinés, sans aucune condamnation.

En février 2016, Morales demande par référendum le droit de se présenter une 4^e fois. Avec une participation de plus de 84 %, il perd avec 51,3 % de non, ce qui reflète le mécontentement populaire. Contre le vote, le Tribunal constitutionnel décide, le 28 novembre 2017, de supprimer la limitation de mandats présidentiels.

10 novembre 2019 : un coup d'État orchestré par l'armée

En octobre 2019, selon les premiers résultats, annoncés le 20 octobre, Morales est en tête (45 %) mais pas assez pour être désigné au premier tour (Mesa ayant presque 38 %). Dans la nuit du 20 au 21, des manifestants descendent dans la rue contre ce premier résultat, contesté par l'Union européenne (UE) et l'Organisation des États américains (OEA). Autrement dit, les puissances impérialistes occidentales, qui s'étaient accommodées de Morales de 2005 à 2019, jugent désormais qu'il faut s'en débarrasser.

Le 24 octobre, les résultats définitifs sont proclamés : l'ancien président serait réélu avec 10,57 % d'avance (47 % des voix à Morales, 36,5 % à Mesa) sans besoin d'un second tour. Des policiers, pourtant majoritairement indigènes, se mutinent et arrachent le wiphala de leur uniforme. Morales appelle l'armée à rétablir l'ordre et demande l'arbitrage de l'OEA.

Les bandes armées attaquent les domiciles de Morales et d'autres dirigeants du MAS, menacent leur famille. Camacho (comité civique de Santa Cruz), arbore un pistolet dans une main et une bible dans l'autre. Le 10 novembre, l'OEA juge qu'il faut organiser de nouvelles élections. Le même jour, la direction de la principale confédération de salariés, la COB, demande à Morales de « démissionner, si c'est nécessaire pour pacifier le pays ». Le commandant en chef de l'armée, Williams Kaliman, intime l'ordre « au président de l'État de renoncer à son mandat présidentiel, afin de permettre la pacification et le maintien de la stabilité ».

Le soir du 10 novembre, Morales obéit à l'état-major et démissionne. Le 11 novembre, des milliers de paysans manifestent, y compris à La Paz et El Alto, contre le putsch. Morales demande aux travailleurs de la santé et de l'éducation de cesser la grève.

Le 12 novembre, la vice-présidente du Sénat Áñez s'autoproclame présidente au balcon du palais, le

fasciste Camacho à ses côtés. Son autorité est aussitôt reconnue par l'État américain. Le 14, elle met en place un gouvernement qui prête serment sur la bible.

Le MAS accepte que Morales soit interdit de candidature. Les syndicats de salariés (COB) et de paysans (CSUTCB), les associations indigènes (CIDOB, CONAMAQ, CSCIOB) et de femmes (CNMCIQB) s'engagent à démobiliser et faire cesser les blocages de route. Le 26 novembre, les barricades d'El Alto sont levées. Au total, il y a 32 morts et plus de 700 blessés.

Aucune organisation n'ouvre une perspective d'armement des travailleurs, de soviets, de gouvernement ouvrier et paysan face au coup d'État. Pas mêmes les deux organisations qui prétendent « reconstruire » la 4^e Internationale. La LOR-CI, dont les correspondants en France sont dans le NPA (CCR), propose... une Assemblée constituante, comme si le pays n'avait pas connu d'élections ni de pluralisme politique.

Nous, la LOR-CI, avons pris part à la lutte pour que le mouvement surmonte ses objectifs limités au cadre du régime politique existant et, par conséquent, qu'il ouvre à nouveau le processus constituant pour imposer une véritable Assemblée constituante libre et souveraine. (La Izquierda, 17 novembre 2019)

Comme la presse bourgeoise bolivienne, le groupe qui garde le nom de POR nie qu'il y ait eu un coup d'État. Il identifie quasiment le MAS et les fascistes. Or, la place des communistes était, le 10 novembre, aux côtés des travailleurs et des étudiants partisans de Morales contre le pronunciamiento de l'état-major, des policiers mutinés, des politiciens réactionnaires et des bandes fascistes appuyé par les États pillards américain et européens.

Dans tous les cas où la bourgeoisie nationale affronte directement les impérialistes étrangers ou leurs agents réactionnaires fascistes, nous lui donnons notre plein soutien révolutionnaire, tout en conservant l'entière indépendance de notre organisation, de notre programme, de notre parti, et notre pleine liberté de critique. (Trotsky, Discussion sur l'Amérique latine, 4 novembre 1938)

Mais il faut constater que, en 2003, des centaines de milliers de manifestants s'opposaient au gouvernement du MNR ; en 2019, seulement quelques milliers ont soutenu le gouvernement du MAS à cause de sa politique bourgeoise.

La seule force capable de vaincre l'impérialisme américain et la bourgeoisie latino-américaine est la classe ouvrière. En dépit du coup d'État, elle n'est pas écrasée. Le mot de la fin revient au prolétariat de Bolivie, à condition qu'il parvienne à créer son parti.

2 janvier 2020

1919 : la république des conseils de Hongrie (2)

L'objectif du deuxième gouvernement de coalition : se débarrasser des communistes

Le gouvernement cherche une issue à la crise. Karolyi explique que sans l'unité avec la social-démocratie (PSD), son gouvernement ne résistera ni à la pression des masses pour un gouvernement ouvrier ni à la pression de la contre-révolution. Une minorité du PSD préconise la sortie du gouvernement, pour mieux contrer l'influence grandissante des communistes. D'autres, comme Garbai, Pogany etc. militent pour un gouvernement uniquement social-démocrate, ce que refuse Garami qui craint que les masses, sous l'influence grandissante du parti communiste (PCH), mettent en application l'expropriation des industries, des banques et des grands propriétaires.

La composition du futur gouvernement est discutée les 8 et 9 janvier par le conseil ouvrier central. Une majorité de 169 contre 101 approuve la proposition de Garbai, son président, d'un gouvernement social-démocrate homogène. En dépit de cette majorité, voire même effrayé par le résultat du vote, Garbai retire sa proposition pour empêcher, dit-il, une scission du Parti social-démocrate. Il permet ainsi surtout à la social-démocratie d'éviter de se retrouver seule au pied du mur face aux attentes des masses. Le CNH nomme donc le 11 janvier Karolyi président provisoire de la République, qui constitue le 18 janvier un nouveau gouvernement de coalition partis bourgeois-PSD. Les partis bourgeois y occupent les ministères décisifs.

Le premier objectif du gouvernement est désormais de se débarrasser des communistes pour enrayer la marche de la révolution. L'exemple est là, sous ses yeux : à Berlin, les corps francs viennent d'écraser l'insurrection et Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht ont été assassinés le 15 janvier sur ordre du dirigeant social-démocrate Noske, ministre de la guerre, qui avait déclaré : « Il faut que quelqu'un fasse le chien sanguinaire. Je n'ai pas peur des responsabilités » [voir *Révolution communiste* n° 33].

Fin janvier, le conseil ouvrier central de Budapest décide, au grand dam du gouvernement et de sa direction sociale-démocrate, de prendre le contrôle des usines d'armement, de la production du gaz, des chantiers de construction... Le ministre PSD Garami propose alors une loi pour cantonner les conseils ouvriers à un rôle de cogestion et d'auxiliaires des patrons dans les entreprises, mais cela suscite des oppositions. Ainsi, l'assemblée du Syndicat de la métallurgie adopte une position totalement contraire à toute collaboration de classe et profondément révolutionnaire :

*Du point de vue de la classe ouvrière, le contrôle de l'État sur la production ne peut avoir aucun effet, étant donné que la République populaire n'est qu'une forme modifiée de la domination capitaliste, où l'État continue à être ce qu'il était auparavant : l'organe collectif de la classe qui détient la propriété des moyens de production et opprime la classe ouvrière... Dans toutes les grandes entreprises doivent s'organiser des conseils de contrôle d'usine qui, en tant qu'organes du pouvoir ouvrier, contrôlent la production des usines, l'approvisionnement en matières premières et également le fonctionnement et la bonne marche des affaires... Le contrôle ouvrier est uniquement une phase de transition vers le système de gestion ouvrière pour laquelle la prise au préalable du pouvoir politique est une condition indispensable... En prenant tout cela en considération, l'assemblée des délégués et des membres de l'organisation condamne toute suspension, même provisoire, de la lutte de classe, toute adhésion aux principes constitutionnels et considère que la tâche immédiate est l'organisation des conseils ouvriers, soldats et paysans en tant qu'agents de la dictature du prolétariat. (citée par Béla Szántó, *Klassenkämpfe und Diktatur des Proletariats*, IC, 1920)*

Combattant farouchement contre le danger de telles positions qui traduisent la progression dans la conscience ouvrière de la nécessité de la prise du pouvoir, le PSD, copiant pas à pas les sociaux-démocrates allemands dans leur lutte contre la révolution, déclenche une violente campagne contre le PCH, accusé de diviser les rangs de la classe ouvrière. Ainsi Garbai, légitimant les assassinats de Luxemburg et de Liebknecht, déclare :

Les communistes doivent être placés devant les canons des fusils car nul ne peut diviser le Parti social-démocrate sans le payer de sa vie. (cité par Béla Szántó)

Le 28 janvier, Weltner, au nom du PSD au pouvoir, fait exclure les représentants du PCH du conseil ouvrier de Budapest et des syndicats quelques jours plus tard. Seul le conseil des soldats reste lié au PCH. Le ministre du commerce Garami tente de fermer les entreprises où l'influence communiste est majoritaire.

Cependant, Pogany, le chef SPD du Conseil central des soldats, rejette la ligne de son parti et forme un comité révolutionnaire des sociaux-démocrates et des communistes pour contrer la menace de contre-révolution. Le cours anticommuniste agressif de la coalition au gouvernement devient de plus en plus

manifeste. Un commando de 160 policiers ravage la rédaction du journal communiste le 3 février, en confisquant le papier et les publications. Face aux actions révolutionnaires visant à l'expropriation des entreprises, aux occupations et redistributions sauvages des grandes propriétés foncières qui se multiplient sur tout le territoire, le chef de la police de Budapest, ministre de la Justice, présente le 18 février au gouvernement un plan visant à éliminer le PCH au moyen d'une action militaire à grande échelle. Il se dit prêt à jouer le Noske hongrois tout en avertissant.

Si le Parti social-démocrate est prêt, le temps est venu d'écraser les communistes, mais on doit faire en sorte que cela n'apparaisse pas... (cité par Christian Koller & Matthias Marschik, *Die ungarische Räterepublik 1919*, Promedia, 2018)

En effet, le prudent Garami hésite car il redoute de funestes conséquences pour son parti.

Pourtant, l'occasion est vite trouvée : les insultes constantes de la presse du PSD à l'encontre des chômeurs ont incité l'association de lutte contre le chômage, dans laquelle les communistes ont une grande influence, à manifester le 20 février devant le bâtiment du journal social-démocrate. À Berlin déjà, l'occupation par des travailleurs et des militants du quotidien social-démocrate *Vorwärts* avait servi de prétexte au déchainement de la répression. S'en inspirant sans aucun doute, le gouvernement de Karolyi lance sa police, il y a de violents affrontements, faisant plusieurs morts, dont des policiers, et 80 civils grièvement blessés. Aussitôt, les dirigeants SPD dénoncent les violences des communistes au conseil ouvrier central. Suit une vague d'arrestations : 200 militants ouvriers sont emprisonnés en deux jours, dont 57 communistes connus, tels que Kun et d'autres membres de la direction. Les détenus sont molestés par les gendarmes.

Cependant, la répression déclenche en retour de nouvelles manifestations de masse. Le 21 février, 250 000 travailleurs se rassemblent devant le Parlement à Budapest pour exiger l'arrêt de la répression. Mais la plupart ont encore beaucoup d'illusions sur le SDP. Ne comprenant pas les raisons de l'opposition entre les sociaux-démocrates et les communistes, ils demandent la fin de la division entre les partis ouvriers et l'unité pour une action plus sévère contre la contre-révolution blanche.

Les dirigeants du SPD lancent en vain l'appel aux membres du PCH à quitter leur parti et à revenir à la « démocratie ». La plupart des dirigeants communistes arrêtés, dont Kun, restent en prison, mais la tentative pour « écraser les communistes » est un échec. Au contraire, ceux-ci gagnent la confiance de nouvelles couches de travailleurs au détriment de la social-démocratie.

La poussée révolutionnaire place le PCH devant de nouvelles responsabilités

Dans les campagnes, les ouvriers agricoles, paysans pauvres, qu'ont rejoints de nombreux soldats démobilisés, ne se satisfont plus des sempiternelles promesses de réforme agraire. Dès l'automne 1918, des occupations et redistributions de grands domaines ont lieu, souvent réprimées très durement par le gouvernement qui envoie l'armée. La question de la réforme agraire a été discutée au conseil ouvrier central de Budapest, mais sous le contrôle des sociaux-démocrates, celui-ci a préconisé la distribution des terres avec l'indemnisation des anciens propriétaires. Le 16 février, le gouvernement se décide à promulguer une loi sur la réforme agraire : les grandes propriétés de terre de plus de 300 hectares et les propriétés de l'Église catholique de plus de 100 hectares devraient être distribuées aux paysans après rachat. Bien que le président Karoyi, le « comte rouge », ait pour montrer l'exemple procédé à la distribution de ses biens à Kalkapolna le 23 février, les autres grands propriétaires se gardent bien de le suivre. Dans ces conditions, les conseils locaux continuent de s'emparer des terres et de les distribuer, sans se préoccuper ni de rachat, ni des conditions posées par la réforme gouvernementale, suscitant chez les paysans pauvres un immense espoir.

L'approfondissement de la révolution se poursuit et le gouvernement est impuissant à l'enrayer. Les efforts constants des sociaux-démocrates pour limiter les initiatives du conseil ouvrier central de Budapest se heurtent à de plus en plus de difficultés. Depuis février, les délégués des usines, qui sont de plus en plus souvent des communistes, imposent la tenue des réunions de ce conseil et y gagnent peu à peu des positions. Le 7 mars, le conseil ouvrier central exige la socialisation de tous les moyens de production et le transfert de leur direction aux conseils ouvriers. Il crée pour cela une commission pour la socialisation des entreprises industrielles.

Le gouvernement n'est pas parvenu non plus à démanteler les conseils de soldats. Le conseil central des soldats de Budapest sous la direction de Pogany compte 14 000 soldats en garnison, 5 000 miliciens, 2 000 marins et 18 000 soldats et sous-officiers démobilisés. De nouvelles élections dans les conseils de soldats début mars voient augmenter la proportion de délégués communistes, avec parfois le vote de motions comme : « *il ne sera obéi aux ordres du gouvernement que s'ils ont préalablement été ratifiés par le Conseil de soldats de Budapest* » (citée par Szántó).

Si l'opposition et la défiance contre le gouvernement grandissent, la majorité de la classe ouvrière hongroise ne perçoit toujours pas clairement ce qui oppose communistes et sociaux-démocrates. Ainsi, le Conseil

ouvrier des métaux somme-t-il le gouvernement de céder le pouvoir aux partis du prolétariat. Lors de grands rassemblements à Szeged le 11 mars et à Csepel le 18 mars, travailleurs et soldats ont exigé la libération de tous les dirigeants du PCH. Le 19 mars, une énorme manifestation convoquée par le conseil ouvrier central se tient à Budapest, suivie le 20 par des grèves, avec des mots d'ordre comme « libération des dirigeants communistes » et « gouvernement ouvrier ». Les ministres bourgeois voyaient désormais dans la formation d'un gouvernement purement social-démocrate le seul salut possible. Cependant, le SPD perdait de plus en plus de son contrôle sur les travailleurs des villes et des campagnes car ses ministres défendaient à tous coups la bourgeoisie contre les travailleurs, les paysans et les soldats. Prenant acte de l'influence croissante des communistes, une aile du parti social-démocrate animée par Pogany demande que les attaques contre le PCH cessent et que son parti s'oriente vers un travail en commun avec le PCH. Depuis début mars, ces militants ont pris l'initiative de négocier avec les dirigeants communistes détenus dans la prison centrale de Budapest.

Kun de son côté est prêt à franchir le Rubicon : il est favorable à la fusion des deux partis, mais sous condition d'un programme qu'il formalise dès le 11 mars :

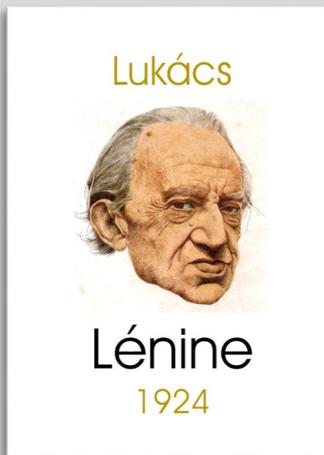
démission du gouvernement des ministres sociaux-démocrates, remplacement de la république démocratique bourgeoise par une république soviétique, égalité des nationalités, création d'une armée rouge pour la défense du territoire, nationalisation de l'industrie, des mines, des banques et des transports. Contrôle des travailleurs sur la production et la distribution, monopole d'État sur le commerce extérieur et intérieur, nationalisation des grands domaines, séparation de l'État et de l'église.

Comme si, par un coup de baguette magique, un accord sur un texte pouvait effacer soudain le rôle sciemment contre-révolutionnaire joué par le SPD à l'initiative duquel il a lui-même été jeté en prison ! Un accord sur ce programme de quelque militant social-démocrate que ce soit ne pouvait qu'impliquer au minimum une rupture publique avec la social-démocratie et une condamnation sans appel de sa politique. Ce que n'exige absolument pas Béla Kun, qui ne cherche donc pas à gagner au PCH des militants en rupture avec le SPD, mais bien la fusion des deux partis. Le sort de la révolution hongroise se scelle à l'instant précis de cette capitulation politique de la direction du jeune PCH.

23 novembre 2019

[à suivre]

Cahier révolution communiste n° 23, juillet 2019



brochure A5, 2 euros auprès des militants, 4 euros par la poste

György Lukács naît en 1885 dans une famille de la bourgeoisie juive de Hongrie, alors partie de l'empire d'Autriche. Il obtient un doctorat en droit en 1906 et un doctorat en philosophie en 1909. Il est influencé par Hegel et Weber. Durant la Première guerre mondiale, il anime le Vasárnapi Kör (Cercle du dimanche) avec Béla Balázs, Arnold Hauser, Karl Mannheim, Béla Bartók, Michael Polanyi... Il écrit, entre autres, *La Théorie du roman* (1916).

Il devient tardivement marxiste en 1917 et rejoint le Parti communiste de Hongrie (KMP) en novembre 1918. Mais le parti dirigé par Béla Kun fusionne peu après avec le parti socialiste (MSZDP) en pleine montée révolutionnaire. Lukács participe à la République des conseils de Hongrie de mars 1919 dont il est vice-commissaire du peuple à l'Éducation. Le gouvernement ouvrier est paralysé par les centristes et les réformistes. Il ne parvient pas à rallier la paysannerie à la classe ouvrière. La révolution est confrontée à une coalition des forces réactionnaires roumaines, serbes, tchécoslovaques et hongroises menée par le général français Berthelot. Lukács combat dans les rangs de l'Armée rouge hongroise qui est vaincue. La contre-révolution débouche en août 1919 sur la terreur blanche et le pouvoir de l'amiral Horthy.

Condamné à mort par le régime fasciste, Lukács ne séjourne en Hongrie que pour des missions clandestines. Il est critiqué en 1920 par Lénine pour son gauchisme (le refus de participer aux élections bourgeoises). Il vit en exil en Autriche, puis en Allemagne (et plus tard en URSS à partir de 1933). En lien avec les débats du KMP de 1919 à 1922, il publie le recueil *Histoire et conscience de classe* en allemand en 1923 (en français : Minuit, 1960, traduction de Kostas Axelos et

Jacqueline Bois). Aussitôt après la mort de Lénine, en 1924, il écrit ce *Lénine* en allemand (en français : EDI, 1965, traduction de Jean-Marie Brohm) qui reste un des meilleurs ouvrages sur Lénine et le bolchevisme. En particulier, il met l'accent sur la dialectique chez Lénine. Après le 5^e congrès de l'Internationale communiste en 1924, Lukács est violemment attaqué pour ces deux livres.

Le temps du débat est passé au sein de l'IC. Lukács capitule devant le stalinisme qui recouvre la prise du pouvoir par la bureaucratie privilégiée en URSS. En 1926, il adhère au « socialisme dans un seul pays ». Cependant, il est trop proche de l'Opposition de droite de Boukharine : en 1929, au 2^e congrès du KMP, Lukács est évincé de la direction du parti. Désormais, il se consacre à la littérature et à la philosophie. En Allemagne, la division forcée des rangs ouvriers par le KPD aboutit à la prise du pouvoir par Hitler en 1933. En 1941, Lukács est emprisonné brièvement en URSS, tandis que Kun est liquidé. En 1945, il retourne en Hongrie où il développe une grande activité culturelle jusqu'à une nouvelle campagne hostile en 1949. Il se livre alors à une autocritique. En 1956, quand la révolution politique éclate, il rejoint le gouvernement de Nagy. La révolution des conseils ouvriers est écrasée par l'armée de l'URSS. Nagy est exécuté. Lukács cesse toute activité politique jusqu'à sa mort en 1971.

La grève des travailleurs sans-papiers de Chronopost à Alfortville

Depuis l'éclatement de l'administration des PTT en 1990, France Télécom (devenu Orange en 2015) dont l'actionnaire majoritaire reste l'État et La Poste dont l'actionnariat est totalement public se sont totalement adaptées aux méthodes de « management » du capital. Au fur et à mesure que diminuait la proportion des salariés au statut de fonctionnaire, les deux groupes ont restructuré en achetant d'autres entreprises ou en créant des filiales, ont bouleversé les méthodes de travail, ont alourdi la charge de travail provoquant une vague de suicides (en particulier à Orange), ont supprimé les services déclarés non rentables, ont fermé les sites au détriment des usagers, aggravant la désertification des zones rurales.

Pour avoir une main-d'oeuvre corvéable à merci, La Poste a recours à l'intérim. Ainsi, à Alfortville (Val-de-Marne), pour la plateforme colis de sa filiale Chronopost, elle s'acoquine avec le sous-traitant De Richebourg, lequel fait appel à Mission intérim. Cette entreprise de Créteil recrute, en connaissance de cause, des travailleurs africains qui présentent les papiers d'un ami ou d'un membre de la famille en règle. Peu importe que les photos de ces papiers d'identité ne ressemblent pas aux travailleurs qui les présentent. C'est même mieux, ils n'en seront que plus dociles.

Derichebourg prétend « vérifier que les personnes qui travaillent sur le site, qu'elles soient salariées de notre entreprise ou intérimaires, sont bien celles qui ont le contrat de travail ». Chronopost, quant à elle, se pose en « victime collatérale » de ces pratiques de recours à des « alias », une usurpation d'identité en quelque sorte. Pourtant, des syndicalistes avaient averti La Poste.

Pour nous, la responsabilité revient à Chronopost et à La Poste. Dès le 11 juin, SUD-PTT alerte La Poste en dénonçant un système de sous-traitance en cascade avec des sans-papiers. Nous avons lancé beaucoup d'autres alertes, y compris à l'inspection du travail. On a demandé une audience au ministère du travail.

On n'a pas été reçus. (Jean-Louis Marziani, Solidaires Val-de-Marne)

Le 11 juin 2019, les ouvriers immigrés qui déchargent des colis pour Chronopost à Alfortville de 3 h 30 à 4 h 30 à 7 h 30, se rebellent. Ils en ont eu assez de devoir aller toujours plus vite, assez de leur situation illégale qui permet aux petits chefs de les maintenir en permanence sous pression, menaçant de les remplacer par d'autres sans-papiers s'ils n'obtempèrent pas et ne tiennent pas la cadence. De plus, « toutes les heures n'étaient pas payées, mais si tu réclames, tu es viré ».

Pour être régularisés, les travailleurs étrangers n'ont besoin que d'une promesse d'embauche et de fiches de paie. Or, celles-ci ne sont pas à leur nom. Il leur faut donc obtenir de leur employeur une « attestation de concordance » d'identité, confirmant que la personne qui demande des autorisations de séjour est bien celle qui a travaillé. Mais aucune attestation n'est délivrée par Mission intérim.

Ceux d'Alfortville se sont battus avec l'aide matérielle de la mairie d'Alfortville (PS) et du conseil départemental du Val-de-Marne (PCF) ainsi que le soutien militant du collectif des sans-papiers de Vitry, de SUD, de la CGT, de la FSU et de la CNT. Après plus de 6 mois de lutte, 5 d'entre eux sont régularisés, début décembre, par le préfet qui entend « examiner les situations au cas par cas », pour ne pas céder à un combat ouvrier collectif. La détermination ne faiblissant pas, le 17 décembre, 9 autres travailleurs obtiennent leur « admission exceptionnelle au séjour » en France. Fin décembre, ils sont encore 13 qui n'avaient toujours pas été régularisés. Mais encouragés par leurs premiers succès, tous continuent la lutte et début janvier, ils sont 26 sur 27 à avoir obtenu gain de cause.

Assez de la précarisation par l'intérim, CDI pour tous les travailleurs de la Poste et de ses filiales ! Assez de la division de la classe ouvrière, mêmes droits pour tous les travailleurs !

19 janvier 2020



REVOLUTION COMMUNISTE
 Groupe marxiste internationaliste | Collectif révolutionnaire permanent en France

Vaincre le gouvernement

Grève générale jusqu'au retrait du projet contre les retraites !

Retraites : pour le capital, les travailleurs ont fait leur devoir !
 Le gouvernement applique à la situation !
 Macron et Blanquer s'acharment contre l'enseignement public !
 Banque, Jacob et La Forêt ne sont pas lâches, ils sont islamophobes !
 Économie mondiale : vers une nouvelle crise financière et écologique !
 CND : soulèvement de masse contre le vie chère !
 Canada : les élections fédérales d'octobre !
 Algérie : libération de tous les opposants !
 Arabie : les élections de septembre !
 2019 : la révolution hongroise !
 Les organes, symptôme de la crise de l'État public !

N° 37 novembre 2019 2 euros

Abonnement envoyer 12 euros (ou plus en mentionnant « soutien ») à l'ordre de ARTP pour 5 numéros de *Révolution communiste* à l'adresse postale :

ARTP / AGECA service BP
 177 rue de Charonne / 75011 PARIS FRANCE

NOM Prénom

Adresse

Code postal Ville.....

Adresse électronique@.....